

# LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



#### ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 21 francs; — Six mois, 11 francs; — Trois mois, 6 francs.

Le numéro : 35 c. à Paris — 40 c. dans les gares de chemins de fer.

Tout numéro demandé quatre semaines après son apparition sera vendu 40 c.

Le volume semestriel : 11 fr. broché. — 16 fr. relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 26 VOLUMES : 281 FRANCS.

Directeur, M. PAUL DALLOZ.

#### BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

9, RUE DROUOT, ou 13, QUAI VOLTAIRE

15<sup>e</sup> Année. N<sup>o</sup> 725. — 4 Mars 1871

#### DIRECTION ET ADMINISTRATION

13, QUAI VOLTAIRE

Toute demande d'abonnement non accompagnée d'un bon sur Paris ou sur la poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, sera considérée comme non avenue. — Toute réclamation, toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Administrateur, M. BOURDILLIAT.



1<sup>er</sup> MARS 1871. — PARIS EN DEUIL. — Écusson allégorique par M. Edmond Morin.

## COURRIER DE PARIS

On ne saurait supprimer l'histoire, et quelle que soit l'envie qu'aient les Français de rayer cette semaine douloureuse des éphémérides, il faut, bon gré mal gré, laisser la trace de cet horrible passage des troupes ennemies dans un de nos quartiers.

Qu'on n'attende point de nous le récit d'une entrée plus ou moins triomphale. Paris a mis un crêpe et reçoit l'ennemi d'une façon morne et silencieuse; on ne trouvera donc même pas dans ce courrier le reflet de la triste cérémonie qui s'est accomplie mercredi.

Cette grande place du Carrousel déserte, les Tuileries vides, les quais abandonnés, partout, depuis les Champs-Élysées jusqu'à Montrouge, les volets fermés, la vie supprimée, c'est la seule manifestation qui soit digne de nous, et les plus rebelles s'y sont ralliés.

\*  
\*\*

Qui le croirait? Un comité de salut public a fonctionné chez nous cette semaine; des hommes sortis on ne sait d'où ont parodié les grands et funèbres jours de quatre-vingt-treize, et nous venons de tenir dans nos mains un ordre émané de ces grotesques.

« Nous donnons l'ordre au délégué du comité de salut public, etc., etc. » telle est la rédaction de ce curieux document qu'un certain nombre de factieux ont osé présenter à je ne sais quel poste pour l'inviter à livrer ses armes.

Qu'un peu de bon sens nous vaudrait mieux que toutes ces ridicules et grossières manifestations! Et que nous voici tombés et déçus de ce qu'on appelait notre grandeur, mais qui bien réellement n'en avait que l'apparence!

Le pouvoir déchu était tout un système, et ce système était faux plus encore qu'il n'était pervers.

Dieu merci, nous ne sommes point lancés dans la politique; les haines des partis nous font horreur; l'agitation constante, le retour, toujours prévu, des mêmes errements, des mêmes péripéties, nous soulèvent le cœur.

Action. — Réaction. — Action. — Réaction. — Toujours mêmes acteurs et même comédie.

Ici des dupés, là des méchants et des incapables. Par ci, par là, des hommes de bonne volonté qui se laissent entraîner par leur amour du bien public et essayent de se vouer à l'œuvre du gouvernement et de la grande administration, mais presque partout des présomptueux qui se croient des capacités supérieures, et saisissent le pouvoir avec une arrogance et une certitude qui ne peuvent être que la marque d'une profonde ignorance.

\*  
\*\*

J'ai toujours pensé que le grand épisode historique qui précède la bataille de Bouvines était un faux symbole.

Philippe Auguste dépose sa couronne sur l'autel, offrant de la céder au plus digne, et personne n'étend la main pour la prendre.

En France, aujourd'hui, dix millions d'individus étendraient la main pour la saisir, cette couronne chancelante, et chacun croirait cette main assez forte pour manier l'épée de Philippe Auguste, et ses épaules assez solides pour porter le manteau fleurdelisé.

Avouons-le, nous sommes ignorants et vantards, et chacun de nous frémit d'impatience à la place qu'il occupe dans la société, comme s'il se croyait supérieur à sa position.

On parle de refaire une armée et de refaire la France. C'est l'homme lui-même qu'il faut refaire, de la base au faite.

C'est une génération nouvelle qui doit se lever et s'instruire lentement; il faut réapprendre la notion du devoir qui semble à tout jamais perdue.

Nous disions tout à l'heure que Paris était morne et s'abstenait, mais nous venons de constater que les allées de l'avenue des Champs Élysées sont

pleines de curieux. Quels sont donc ces gens qui ne savent pas, pendant quelques heures, réprimer une curiosité impie?

C'est là un triste symptôme, et on peut craindre que la France tombe plus bas encore avec des hommes comme ceux-ci. Veulent-ils attaquer l'ennemi? S'il en est ainsi, qu'ils se lèvent et qu'ils frappent; ce sera la fin, ce sera triste et ce sera criminel, mais enfin ce sera viril, et à la rigueur on excusera cet enthousiasme à faux, quel qu'en soit l'épouvantable résultat.

Mais ceux qui criaient hier dans nos rues, ceux qui prenaient les canons avec des serments de mourir plutôt que de les livrer à l'ennemi, quand personne au monde ne songeait à pareil acte, sont justement ceux-là qui s'en vont niaisement et stupidement stationner autour des troupes envahissantes. Partout le mensonge, partout l'ignorance, partout la paresse, et l'absence de véritable patriotisme au premier chef, voilà ce qui caractérise la masse.

\*  
\*\*

Après avoir distribué aux vingt arrondissements de Paris près d'un million de francs de produits d'une qualité tout à fait supérieure aux nôtres, la commission des dons anglais a reçu, mercredi, pour à peu près 140,000 fr. de charbon de terre qu'elle va faire distribuer à la population.

Si les Anglais se trouvaient en face d'une aussi énorme quantité de charbon de bois, on arriverait certainement à faire profiter chaque petit ménage de cette libéralité, qui serait certes la bienvenue; mais si les besoins sont les mêmes à Paris qu'à Londres, les usages changent, et il est certain qu'un ouvrier se trouve empêché lorsqu'on lui offre du combustible sous forme de charbon de terre.

La commission qui remplace à Paris les délégués anglais, qui vont retourner à Londres, et qui est composée de l'archevêque de Paris, de MM. Alphonse de Rothschild, Richard Wallace, Mallet, Allan, Herbert et Marshall, a pensé que si on arrivait à secourir les petites industries, à les mettre à même, par ce don de charbon de terre, de reprendre un peu plus vite les travaux abandonnés, on aurait certainement atteint le but de la ville de Londres.

Une autre destination tout à fait conforme à l'intention des donateurs, serait encore d'alimenter gratuitement pendant quelques jours les fourneaux économiques, les cantines nationales, et tous établissements de cet ordre qui viennent en aide aux classes pauvres.

Ce n'est pas tout encore, l'Angleterre veut parfaire son œuvre de bonne confraternité. Les départements envahis: le Loiret, l'Eure, la Seine-Inférieure, la Seine et l'Oise, la Champagne, la Côte-d'Or, seront secourus. Une vaste enquête s'ouvre de tous côtés, l'argent afflue chez le lord maire, et on va chercher les moyens pratiques et efficaces de venir en aide à ceux qui sont sans ressources.

Une commission fonctionne dans Seine-et-Oise, qui aide celles des communes les plus cruellement éprouvées; une autre, spécialement instituée, agit dans le département de la Seine, en dehors de l'enceinte, et cinquante-deux communes vont être comprises dans la répartition.

À Paris même les résultats sont constatés désormais. Une réunion des personnes notables de tous les arrondissements de Paris qui, avec un désintéressement au-dessus de tout éloge, s'étaient offertes à répartir les dons des Anglais, a eu lieu chez les délégués, et elles ont déposé leur rapport. On constate qu'on a atteint jusqu'ici plus de six cent mille individus auxquels on a donné, avec une abondance relative, des parts de toutes substances alimentaires.

Nous avons assisté dans les différents arrondissements à la répartition, et nous pouvons dire que le peuple parisien a été vraiment touché de la manifestation des Anglais.

Aujourd'hui, cette aide fraternelle prend une forme nouvelle, les membres de la commission supérieure se sont mis en rapport avec le directeur du Mont-de-Piété et vont dégager tous les outils déposés depuis l'investissement jusqu'au 2 février. Une somme

d'une trentaine de mille francs est affectée à cet effet.

Ingénieux dans l'assistance qu'ils nous offrent, nos voisins ont fait plus encore; ils se mettent en communication avec la Société d'agriculture, et achètent pour une somme énorme de graines pour les semences, afin de permettre aux petits cultivateurs de reprendre leurs travaux. Ils fourniront aussi des outils aratoires et enverront des pommes de terre pour la culture, parce que les échantillons qu'ils ont apportés afin de les distribuer ici pour l'alimentation, ont été regardés par les connaisseurs comme d'une qualité très-supérieure à nos produits.

Si on doit remercier la ville de Londres, le lord maire et les délégués anglais, il faut aussi adresser des remerciements à tous les membres du sous-comité des vingt arrondissements de Paris, qui ont été si ingénieux, si pratiques dans la répartition, et ont déployé une activité dont on apprécie aujourd'hui les fruits.

Les distributions sont à peu près effectuées dans un certain nombre d'arrondissements; mais quelques autres, n'ayant pas atteint tous ceux qu'ils peuvent atteindre, continuent leur tâche avec le même zèle, le même dévouement et la même abnégation.

\*  
\*\*

Le caractère de l'agitation qui s'est produite dans Paris tous ces jours-ci est très-complexe. C'est une semaine douloureuse que celle qui vient de s'accomplir, et les explosions que l'entrée de l'ennemi a déterminées dans cette grande ville de Paris n'ont nullement lieu de nous étonner. Nous allons plus loin dans la voie de l'indulgence à l'égard de ces troubles, nous prétendons que le peuple qui verrait l'ennemi entrer dans sa capitale, vaillamment défendue pendant plus de quatre mois, sans éprouver ces tressaillements, serait un peuple dont il faudrait désespérer.

La foule, la masse, cette agglomération des différentes classes qui a souvent plus de cœur que de raison, n'a pas compris un seul instant la position, et aujourd'hui, conséquente avec son erreur, elle persiste dans ses illusions.

Le caractère d'ignorance de l'état des choses est le fait qui nous frappe le plus. Je n'en veux pour preuve aujourd'hui que ces légions de citoyens affolés armant les fortifications de Paris du côté de l'est et du sud, et dirigeant sur l'ennemi les feux des canons qu'ils ont enlevés à la garde de ceux à qui ils étaient confiés, tandis que cet ennemi n'a jamais dû entrer par le côté qu'ils fortifient, mais par une voie absolument opposée.

Un journal qu'on lirait avec soin, une affiche dont un des meneurs se pénétrerait bien pendant cinq minutes, prouverait l'inanité de ces mesures extrêmes, le vide de ces démonstrations singulières et l'inutilité de tant de mouvements désordonnés, de tant d'efforts infructueux; mais on se garde bien de s'instruire, on part la tête en feu, un sentiment généreux les anime, un gredin vient qui fait de cet enthousiasme, qui a sa noblesse, une véritable rébellion, un acte pervers et dangereux, capable de compromettre la vie de deux millions d'êtres et les propriétés de tout un peuple.

Le marchand de vins est là aussi, l'horrible li- quide qui, au lieu de dispenser la force, dispense l'ivresse et commande le vice; tout à l'heure celui qui marche était un homme qui songeait à venger sa patrie, le voici devenu une brute féroce qui se jette sur un autre homme, lui lie les mains, le crucifie et le jette à l'eau. Quand le pauvre être ainsi meurtri essaye encore de gagner le bord, la canaille avinée le replonge dans le gouffre avec un raffinement de cruauté, et ces sauvages se prennent à rire d'un rire aussi niais que féroce.

Derrière l'ouvrier honnête qui souffre et qui s'insurge vient le propriétaire haineux, le paresseux qui s'est fait une nécessité absolue de la paresse, un besoin du vice; on ne sait plus où est la vertu qui ignore et le crime qui conspire, tout cela se mêle, tout cela se confond, et quand on veut frapper pour protéger la société qui crie à l'aide, il faut atteindre l'innocent si on veut châtier le coupable.

Peut-être même, hélas ! derrière l'ignorance, derrière le crime, peut-on saisir encore la trace d'un crime plus grand encore, le crime de la trahison ; et qui pourra nous dire pour combien l'argent de la Prusse est dans cet enthousiasme fraternel qui commence par vouloir sauver ses canons de l'ennemi et qui pourrait finir par le pillage des propriétés !

Voilà l'histoire morale de ces journées.

Les faits, vous les connaissez déjà, jour par jour, heure par heure ; vous avez vu le terrain que gagnait l'émeute, sourde, indéterminée, qui vous a tenus en suspens pendant ces jours anniversaires.

Il est permis à chacun de confesser sa foi, la nôtre est, depuis que nous sommes un homme, dans cette république idéale qui, paraît-il, n'est pas de ce monde ; où tous les hommes sont fiers, où chacun, indépendant, ne relève que de soi-même et n'admet de supérieur à lui que l'homme qui le surpasse en facultés, en talent et en grandeur d'âme ; elle est dans ce gouvernement de tous par tous ; où à toute heure les hommes doivent rendre compte de leurs actes, de leurs intentions et des moyens qu'ils ont employés. Ce n'est donc point à nous à nous étonner qu'on ait pu venir manifester le 24 février au pied de la colonne de juillet. — Cependant, personnellement, nous ne sommes pas de ceux qui épanchons nos idées sur la place publique, et nous n'avons, après tout, qu'une médiocre estime pour les professions de foi en plein air, avec ou sans drapeaux, immortelles et autres symboles.

Mais il est certain que c'est de la place de la Bastille que sont partis les assassins de Lambquin, et nous saurons assez les maudire, ils déshonorent la république, cette grande et généreuse idée, et ils déshonorent les républicains, cette race composée d'éléments si divers, où le juste coudoie l'injuste et le rebelle ; où le penseur aux douces illusions devient le complice du violent et du criminel.

Il faut flétrir ces êtres immondes qui n'ont pas eu pitié d'un homme qui essayait de se cramponner à la vie, et, en les flétrissant, il faut aussi condamner ceux qui étaient là, par légions, spectateurs inertes de ce lugubre épisode des journées de février 1871, et qui n'ont pas trouvé en eux le courage suffisant pour imposer silence aux assassins, l'éclair de virilité qui fait qu'on dompte les lions, qu'on désarme les bras prêts à frapper, et qu'on fait se tourner contre ceux qui tuent tous ceux qui regardent tuer.

\*\*\*

Au milieu de cette agitation énorme des jours de siège, dans nos soirées de bivouac ou dans les loisirs de la vie de soldat, qu'il nous a fallu reprendre, nous avons écrit l'histoire de la *Retraite de Mézières* et nous la livrons au public aujourd'hui même.

Dans cette sombre campagne de France, au milieu de faits d'armes héroïques, de sacrifices infructueux, de dévouements sublimes qui n'auront jamais d'historiens, parce que les faits se sont accumulés avec une rapidité énorme, l'épisode de la retraite du 13<sup>e</sup> corps d'armée de Mézières sur Paris mérite d'être enregistré et défini d'une manière authentique. C'est une des nombreuses marches auxquelles a donné lieu une aussi prodigieuse campagne. Le public parle de cet épisode sans bien se rendre compte de ses détails et de sa portée ; les Prussiens eux-mêmes savent que tout un corps d'armée, qu'ils avaient un intérêt particulier à détruire, leur a échappé, mais ils ignorent encore les moyens que Vinoy a employés pour arriver à ce résultat.

Il n'est peut-être point inutile de décrire l'ensemble de ces mouvements sur des documents authentiques. Désormais, le public saura à quoi s'en tenir sur cette opération militaire, dont il ne faut pas exagérer la portée, mais qui constitue cependant une manœuvre des plus habiles. Elle a, du reste, été plusieurs fois l'objet de témoignages publics d'admiration de la part de l'ennemi lui-même.

L'aspect de Sedan mériterait une description très-mouvementée : ce n'était pas encore le désordre inouï du lendemain, mais les rues étaient encombrées, tumultueuses, on ne pouvait plus se mouvoir sur aucun point de la place ; le rappel

battait dans les rues, les clairons remplissaient la ville de leurs échos sonores ; soldats isolés, voitures d'intendance, caissons et canons se croisaient aux carrefours au milieu des vociférations des conducteurs ; le découragement se lisait sur tous les visages et l'esprit d'indiscipline se faisait jour à chaque pas dans ce pêle-mêle de gens armés, dépareillés, sans cohésion, et qui échappait déjà à tout commandement.

L'épisode de la mission de l'aide de camp du général Vinoy auprès de l'empereur et du maréchal Mac-Mahon a naturellement sa place dans ce récit ; d'ailleurs, le lendemain, ces deux chefs suprêmes n'étaient plus que des prisonniers. Il n'est pas sans intérêt de connaître par un témoin oculaire, dont les notes nous sont d'un puissant secours et qui certainement les publiera quelque jour, dans quel état d'esprit étaient l'empereur et le maréchal à la veille de l'immense désastre qui les attendait.

M. de Sesmaisons se présenta chez Napoléon III, et eut quelque peine à pénétrer jusqu'à lui ; mais l'empereur, l'ayant entendu, le fit appeler. La scène se passait dans une petite chambre de la sous-préfecture, un logis froid d'aspect et presque démeublé. Une bûche brûlait dans l'âtre. L'empereur, debout devant une petite table, toujours calme, froid, énigmatique, souriant de son pâle sourire, et comme inconscient des désastres qui fondaient sur le pays, écouta avec calme le récit de la mission de l'aide de camp, parut d'avis de donner contre-ordre et d'empêcher la concentration des troupes du 13<sup>e</sup> corps, annonçant qu'il se chargeait d'en faire parvenir l'avis par le télégraphe.

Voici le texte de la dépêche que nous retrouvons dans les fascicules :

« Au général Vinoy. — Mézières.

« Sedan, 31 août 1870, dix heures cinq matin.

« J'ai vu votre aide de camp. Les Prussiens s'avancent en force. Concentrez toutes vos forces dans Mézières. »

L'empereur s'inquiéta de la façon dont l'officier regagnerait Mézières, la voie ferrée étant impraticable, puisqu'un instant auparavant le convoi avait dû essayer le feu de l'ennemi ; il devait prendre un cheval et se joindre à un groupe de cuirassiers qu'on dirigeait de ce côté. A ce moment, prenant sur la table la carte de l'état-major, l'empereur désigna une route de création nouvelle qu'il avait indiquée lui-même au crayon et qui devait être inconnue de l'ennemi.

Le mouvement stratégique des Prussiens, qui avait pour objectif d'accaler l'armée dans Sedan en s'emparant de toutes les hauteurs dominant la place, échappait évidemment à l'empereur, qui annonça son intention de gagner Mézières le lendemain.

Cependant la détermination qu'il avait prise, les ordres donnés au général Vinoy, n'étaient qu'un simple avis. Mac-Mahon commandait seul, seul il avait le droit de disposer des troupes du 13<sup>e</sup> corps ; l'officier ne devait donc point partir sans avoir vu le maréchal, afin de recevoir ses instructions. Il est certain qu'en agissant ainsi Napoléon entendait donner satisfaction à l'opinion publique qui l'accusait de compromettre l'armée en gardant le commandement.

Mac-Mahon était à la citadelle ; il descendait l'escalier qui y mène accompagné de ses aides de camp d'Abzac, Broye, d'Harcourt et Uhrich, le fils du défenseur de Strasbourg. Le général Faure était auprès de lui ; Robert de Vogué, son officier d'ordonnance, manquait à l'appel ; il était tombé noblement à côté de son chef, à Reichshoffen, où son corps repose.

Mac-Mahon était très-surexcité : il déclarait n'avoir dans toute sa vie militaire aucun souvenir aussi sombre que celui de la veille. L'armée avait senti le désastre qui l'attendait, les troupes s'étaient débandées, un désordre inouï avait déterminé la défaite, des divisions tout entières étaient sans chef sur le champ de bataille. La voix du maréchal était altérée, il sentait s'évanouir tout son prestige militaire. A Wissembourg, à Froeschviller, on avait au

moins combattu le front haut, un contre trois, et l'honneur du drapeau était sauf ; la cavalerie, impuissante, mais héroïque, avait chargé contre des houblonnières, tandis que cette guerre sourde, faite par des ennemis invisibles dont on ne sent que les coups et qui jamais ne viennent se heurter poitrine contre poitrine, démoralisait le soldat, qui renonçait à la lutte.

« On était mal outillé, mal nourri, mal commandé, et cependant Mac-Mahon était encore décidé à combattre, à vaincre ou à mourir. Brave comme il l'était, se rattachant à un espoir presque enfantin, comptant sur des soldats résolus avec lesquels il aurait forcé l'ennemi à venir en plaine, il accueillit avec satisfaction la nouvelle de l'arrivée du dépôt des zouaves, qu'il croyait digne de ceux de Wërth et de Wissembourg, comme si une poignée d'hommes pouvait être un appoint.

Mac-Mahon fut d'avis que le 13<sup>e</sup> corps devait l'attendre à Mézières, lui-même annonça son intention d'y aller le lendemain ; il ignorait aussi la marche de l'ennemi et croyait pouvoir dire que ses communications entre les deux places resteraient libres, assuré qu'il pensait être de la possession de la rive droite de la Meuse.

Autour du maréchal, la plupart des officiers, les plus perspicaces et les plus résolus, voyaient la faute qu'on allait commettre ; ils sentaient que Sedan était la dernière ville dans laquelle une armée pouvait s'enfermer. Sedan est un trou dominé de toute part ; les rues sont étroites, la circulation difficile ; les forces de la place sont nulles : une aussi considérable armée ne pouvait se mouvoir à l'aise dans un si petit espace. Tous ces soldats loyaux, habitués à la victoire, parlaient les larmes aux yeux du désordre et de l'indiscipline qui régnaient dans cette armée démoralisée par la défaite ; les vieux soldats marchaient à la mort le front haut, mais les jeunes recrues, épuisées avant d'avoir combattu, jetaient le désordre dans les rangs.

Comment le maréchal n'a-t-il pas exécuté ce jour-là sa marche sur Mézières et pourquoi n'a-t-il pas profité du seul passage qui lui restait pour sauver son armée ? Il faut évidemment attribuer cette résolution contraire à un sentiment très-haut des choses de la discipline militaire. L'histoire prononcera un jour sur ce grand désastre ; nous pouvons supposer que Bazaine, parti de Metz et décidé à rompre le blocus, devait rencontrer Mac-Mahon à Montmédy et opérer cette jonction qui devait changer la face des choses et mettre en péril les armées allemandes.

Si Bazaine, ayant pu ce jour-là percer les lignes, n'avait pas trouvé Mac-Mahon du côté de Montmédy, le désastre qui en résultait était attribué au maréchal qui avait combiné son mouvement avec ce dernier. Le devoir l'appelait donc sur la route de Metz ; ce soldat vigoureux et inflexible y courut, et ce fut sa perte. Quand de telles conceptions réussissent, elles sont la gloire d'un capitaine ; quand elles aboutissent à un désastre comme celui de Sedan, elles peuvent obscurcir une existence toute d'honneur et de prestige : on a le droit de plaindre ; on ne saurait blâmer.

Mac-Mahon évacuant Sedan le 31 août sauvait son armée ; nous croyons qu'il a eu sinon la conscience, au moins l'appréhension de ce qui allait arriver. Il n'était plus la tête qui conçoit un mouvement, mais seulement le bras qui exécute : et les ordres venaient de Paris, il suivait un plan qui n'était pas le sien ; il n'y a plus de doute à ce sujet en lisant les dépêches suivantes publiées dans les fascicules. Il y avait concert, rendez-vous pris : l'honneur et le devoir l'appelaient sur la route de Montmédy, et en voici la preuve historique.

« Maréchal Mac-Mahon à Guerre, Paris.

« Reims, 22 août 1870, dix heures 45 m. matin.

« Le maréchal Bazaine a écrit le 19 qu'il comptait toujours opérer son mouvement de retraite par Montmédy. »

CHARLES YRIARTE,

## M. BENOIST-D'AZY

M. le vicomte Denis Benoist-d'Azy est un légitimiste de la vieille roche.

Telle était sa foi politique sous M. de Villèle, telle elle est encore aujourd'hui sous le régime républicain proclamé le 4 septembre.

La Restauration le fit inspecteur des finances et chevalier de la légion d'honneur. M. Benoist-d'Azy a toujours gardé la reconnaissance de ces faveurs à la branche aînée des Bourbons.

Champion déclaré de l'autorité de droit divin, il regarda l'intronisation de la famille d'Orléans comme une usurpation, qu'il combattit de toutes ses forces à la Chambre des députés, où il représentait l'arrondissement de Château-Chinon.

Après un échec aux élections de la Constituante en 1848, M. Benoist-d'Azy arriva à la législative en 1849, por-



M. Benoist-d'Azy, président d'âge de l'Assemblée Nationale. (Phot. Ladrey.)

té le premier sur la liste des élections du Gard.

Il fut vice-président de cette assemblée, dont les travaux furent brusquement interrompus par le coup d'Etat, et l'un des membres les plus assidus de la réunion de la rue de Poitiers, où tous les anciens partis se coalisaient contre la République.

Il protesta cependant énergiquement contre le 2 Décembre. Ce jour-là, il eut le courage de présider la réunion des représentants assez osés pour se grouper à la mairie du X<sup>e</sup> arrondissement, et décréter la déchéance du président de la République qui trahissait son serment et la France.

Cette audace, paraît-il, ne déplut pas trop aux proscriptionnaires de cette époque qui, pour bien moins, ont transporté et déporté tant d'autres représentants. M. Benoist-d'Azy put rester tranquillement à Paris et surveiller les intérêts de sa grande fortune.



BORDEAUX. — Transbordement des canons amenés par le navire la *Ville de Paris*. — (Croquis de M. Fabre.)

Pendant toute la période impériale, M. le vicomte Benoist se contenta d'être un des plus riches actionnaires des mines du Gard et de la Nièvre, et de faire des études agricoles dans son beau domaine d'Azy.

La nouvelle République a été proclamée et l'armistice du 28 janvier amené de nouvelles élections.

Le parti légitimiste, qui fleurit dans le Gard à côté de l'orléanisme avec lequel il fait en ce moment très-bon ménage, se rappela M. Benoist-d'Azy et les services qu'il avait rendus à la cause. Une liste de fusion fut arrêtée et elle passa, distançant la liste républicaine, à la tête de laquelle était porté M. Laget, un des hommes le plus justement honorés de la ville de Nîmes.

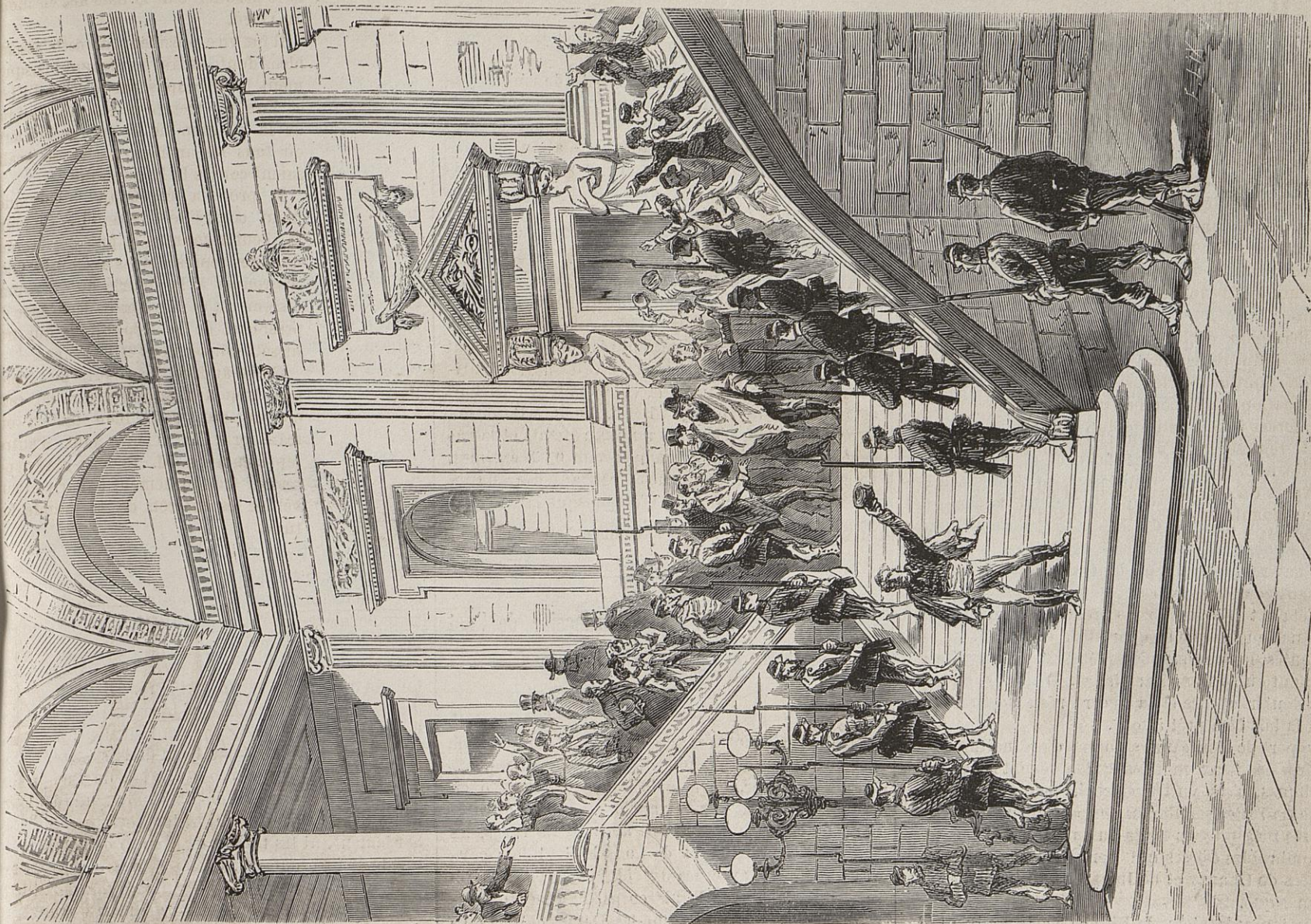


BORDEAUX. — La vente du *Petit Moniteur* tous les matins, rue de l'Intendance. (D'après le croquis de M. Favre.)

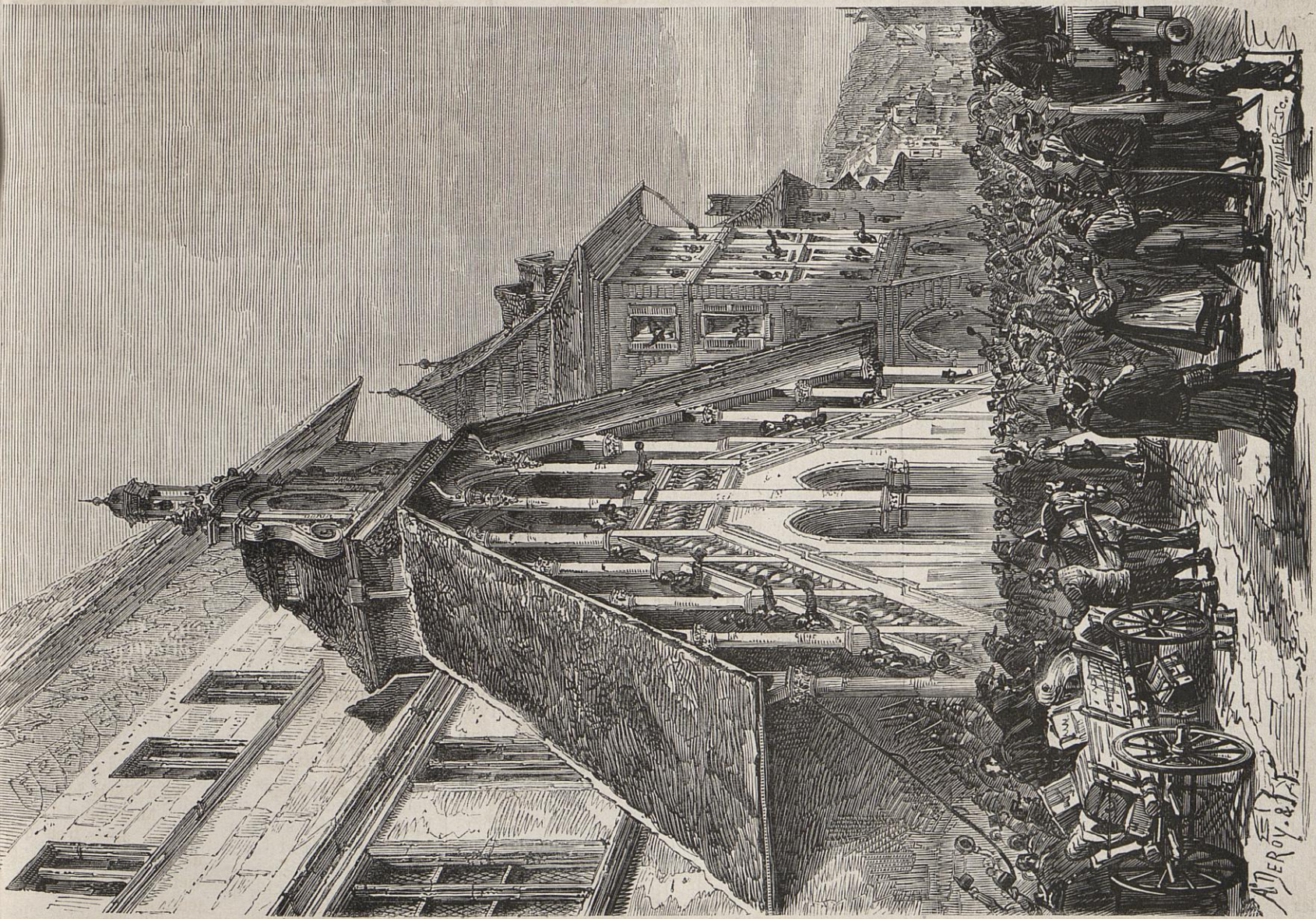
L'union des deux partis monarchiques avait fait la force de M. Benoist-d'Azy qui, à la première séance de l'Assemblée nationale de Bordeaux, se trouva avec ses soixante-quinze ans être le président d'âge et occupa le fauteuil.

Quelques jours après, nos représentants étaient appelés à nommer leur président. La majorité des voix se porta sur M. Grévy, dont le *Monde illustré* donnait le portrait la semaine dernière, mais l'Assemblée de 1871 rendit à M. Benoist-d'Azy la vice-présidence dont la Législative de 1849 l'avait honoré.

Né à Paris le 3 janvier 1796, M. Benoist-d'Azy est encore, après trois quarts de siècle, fidèle aux convictions politiques de sa jeunesse.



BORDEAUX. — Garibaldi sort de l'Assemblée Nationale, accompagné de son état-major après la séance d'ouverture.



SUISSE. — Accueil sympathique de la population de Berne en faveur des réfugiés de l'Est.

lections  
 assem-  
 rusque-  
 d'Etat,  
 assidus  
 oitiers,  
 coali-

rgique-  
 le jour-  
 la réu-  
 s pour  
 arron-  
 ance du  
 ui tra-  
 e.  
 déplus  
 e cette  
 s, ont  
 l'autres  
 zy put  
 et sur-  
 de for-

partis  
 fait la  
 d'Azy  
 séance  
 tionale  
 trouva  
 quinze  
 d'âge  
 après,  
 étaient  
 ur pré-  
 é des  
 I. Gré-  
 illustri  
 la se-  
 s l'As-  
 ndit à  
 vice-  
 gisla-  
 onoré.  
 anvier  
 zy est  
 quarts  
 con-  
 de sa

Il est toujours légitimiste, mais son légitimisme, grassement bourgeois, le rapproche des partisans de la royauté bourgeoise.

Quoiqu'il en soit, cette fidélité à ses opinions premières est assez rare dans nos temps troublés. Elle n'en honore que plus dignement son caractère.

LÉO DE BERNARD.

## DÉBARQUEMENT DE CANONS

SUR LE PORT DE BORDEAUX

La délégation de Bordeaux avait mis toute son énergie à pousser l'armement de nos armées de province.

Les usines particulières, les établissements du gouvernement placés hors de l'occupation prussienne fonctionnaient jour et nuit pour fabriquer canons et fusils.

Malgré cette patriotique et fébrile activité, l'effort national ne pouvant satisfaire en si peu de temps à toutes les exigences militaires, on s'adressa à l'étranger. L'Angleterre et l'Amérique reçurent des commandes d'armes. On acheta tout ce qui se trouva prêt, et des fusils Remington et des fusils Snider. Des navires apportèrent dans nos ports leur chargement entier d'armes et de munitions de guerre.

C'étaient là les seules relations maritimes et internationales que comportait la situation.

Toutes les commandes n'étaient pas livrées au moment où se signa l'armistice. D'ailleurs on pouvait douter encore si la guerre n'en sortirait pas et il fallait être prêt à tout.

Le port de Bordeaux, sillonné d'ordinaire par les navires des deux mondes qui amènent les denrées pacifiques, s'est vu transformé, pendant cette période de luttes sanglantes, en port de guerre. C'est sur ses magnifiques quais qu'ont été débarquées les innombrables caisses qui portaient des armes aux armées de Chanzy et de Bourbaki. Tout cela venait d'Amérique.

Ces jours derniers, la *Ville de Paris*, arrivant de New-York était amarrée dans la Gironde et déchargeait des canons en acier d'un nouveau modèle et provenant des usines américaines.

Les batteries étaient au complet; affûts, caissons et munitions. Les pièces, rangées en bataille sur la place des Quinconces, n'attendaient que les chevaux pour courir sur le champ de bataille.

Le dessin que nous publions d'après un croquis pris sur les lieux, représente le moment où les canons sont transbordés du pont de la *Ville de Paris* dans un chaland chargé de les amener à terre.

Cette opération est mécaniquement exécutée par une grue à vapeur installée sur le pont et mobile sur son axe. Un mouvement de rotation, imprimé à l'appareil par le mécanicien, permet d'abord d'attacher les canons amenés sur le pont et de diriger ensuite le levier de la grue dans le bateau de déchargement. C'est commode et expéditif.

On a débarqué ainsi au moins six cents pièces qui serviront à l'armement de notre armée réorganisée. Espérons que ces canons sauront éviter le sort de ceux de Sedan, de Metz et de la garnison de Paris.

M. V.

## Les Bureaux de vente du PETIT MONITEUR

A BORDEAUX

Le jour où la capitale fut sérieusement menacée de l'investissement prussien, plusieurs journaux se dédoublèrent, se mettant en mesure de publier une édition à Paris, une autre en province.

Le *Grand* et le *Petit Moniteur* reconnurent l'utilité de cette combinaison qui devait donner un précieux concours à la défense.

Une partie de l'administration et de la rédaction se transporta à Tours et bientôt le succès vint prouver à M. Paul Dalloz, le directeur, que ses prévisions étaient justes. Dès les premiers jours d'octobre, les deux journaux, qui s'attachaient l'un et

l'autre à stimuler le patriotisme des départements, virent leurs porteurs si favorablement accueillis par le public que leur tirage s'éleva dans des proportions inespérées.

Le *Petit Moniteur*, grâce à la modicité de son prix, se vendit à plus de cent cinquante mille exemplaires. A la suite de l'occupation d'Orléans par l'armée prussienne et lorsque le siège la délégation du gouvernement fut transféré de Tours à Bordeaux, l'administration des deux *Moniteurs* se transporta dans le chef-lieu de la Gironde.

Le succès galopa en croupe avec les deux journaux et le tirage n'alla qu'en augmentant.

Aujourd'hui le *Petit Moniteur* est installé à Bordeaux et sa clientèle ne fait qu'augmenter. Ses bureaux de vente, situés dans la rue de l'Intendance, sont quotidiennement encombrés de porteurs qui viennent s'approvisionner là et courent le distribuer aux quatre coins de la ville. On le crie partout et à toute heure, comme à Paris. Ici et à Bordeaux le public sait apprécier ses renseignements et la variété de sa rédaction qui, moyennant 0,05 centimes, vous tient si régulièrement au courant des affaires qui nous intéressent tous. C'est presque là de l'éducation gratuite sinon obligatoire.

M. V.

## Entrée en Suisse de l'armée française de l'Est

L'HOSPITALITÉ DE LA VILLE DE BERNE

Nous connaissons aujourd'hui les désastres à la suite desquels notre armée de l'Est a été forcée de se réfugier sur le territoire neutre de la Suisse.

Le 24 janvier, l'armée de Bourbaki, divisée en trois corps, tenait la rive gauche du Doubs, au sud-ouest de Besançon, gardant, avec le 15<sup>e</sup> corps, les routes de Pontarlier et de Lons-le-Saulnier; couvrait Besançon avec les 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> corps et la réserve; gardait, avec le 24<sup>e</sup> corps du général Bressoles, les passages de Baume-les-Dames et du Pont-de-Ronde.

Bourbaki était malade, et le général Clinchant avait pris le commandement en chef.

Les Prussiens opéraient des mouvements pour intercepter les lignes de l'armée française vers le sud et l'ouest, et occupaient la ville de Salins.

Le 29 janvier, les troupes françaises, massées aux environs de Pontarlier, sont attaquées à Chaffois, à Sombacourt et aux Planches.

L'action était vivement engagée, et déjà le général Cremer, avec une avant-garde de cavalerie, occupait Saint-Laurent, lorsque la nouvelle de la signature de l'armistice se répand dans les rangs. Nos soldats jugent inutile de prolonger la lutte et laissent les Prussiens s'emparer des Planches, livrant ainsi à l'ennemi la seule route de retraite qui restait encore ouverte à l'armée. La nuit suivante, les troupes de Manteuffel s'établissent, sans trouver de résistance, dans le village de Saint-Laurent. L'armée française croit à l'armistice et passe la journée du 30 dans l'inaction, et emploie celle du 31 à parlementer.

Pendant ces hésitations, les Allemands agissent et s'avancent en occupant Dompièrre et Frasnes.

Le 31, on pourparlait encore. Mais dans la nuit du 1<sup>er</sup> février le général Manteuffel fit savoir au général Clinchant qu'il ne reconnaissait pas d'armistice.

Le commandant en chef de notre armée de l'Est n'avait plus qu'un parti à prendre pour sauver l'armée et son matériel, c'était de passer sur le territoire neutre de la Suisse.

Cette retraite s'opéra par le col de la Cluse. Elle fut inquiétée par les Prussiens, dont l'armée était presque entièrement engagée dans la trouée de Pontarlier et sur les crêtes. L'attitude de la réserve française qui tenait tête aux Allemands a été admirable. C'était le général Pallu de la Barrière qui la commandait.

Devant le fort de Joux, l'armée de l'Est, au nombre de 80,000 hommes, entra en Suisse par les routes des Rousses, des Fourgs et des Verrières.

Dans cette occasion, la République helvétique a laissé éclater ses sympathies pour la France. Elle a

reçu comme ses enfants nos soldats exténués, leur a prodigué tous les soins que demandait le triste état auquel les combats, les marches forcées et les rigueurs de l'hiver les avaient réduits. Le conseil fédéral vota immédiatement quinze millions pour subvenir aux premiers frais de leur internement. Chaque canton recueillit un nombre proportionnel de soldats français.

Le canton de Berne, le plus grand de la Confédération et le plus riche, a tenu à honneur de bien traiter les hôtes que les malheurs de la guerre lui envoyaient.

Le canton de Berne s'est souvenu que la révolution française de 1830 lui avait donné le signal des revendications, alors que son parti démocratique avait définitivement inscrit dans la constitution du canton, l'égalité des droits, la liberté de la presse et tout ce qui constitue l'épanouissement des peuples libres.

MARC VERNOLL.

## LE 1<sup>er</sup> MARS 1871

Cette date, Paris l'a marquée d'une croix noire.

C'est le jour où les Prussiens, ivres de vanité, sont entrés dans la grande cité, heureux de faire subir cette dernière et inutile humiliation à la ville que leur a livrée la famine.

Les peuples intelligents ont dû comprendre ce jour-là que la France était bien réellement l'*hôte des nations*, cette victime de l'idée émancipatrice que les barbares martyrisent périodiquement.

Paris, la cité porte-flambeau de la science humaine, a été mise en croix une fois de plus par les fils d'Attila, qui ne lui ont épargné aucune douleur, ni les tortures de la faim, ni les horreurs du bombardement, ni les tueries du champ de bataille.

Elle avait prodigué son sang tout autour de ses murailles: au Bourget, à Champigny, à Châtillon, à Buzenval. Pour se défendre contre ces mangeurs de peuples qui, dès le début, ne s'annonçaient que comme les ennemis de l'empire, la grande ville du luxe et des arts avait de ses propres mains dévasté ses plus beaux parcs, réduit en cendres ses palais de Saint-Cloud et de Meudon, mis en ruines ces jolis villages qui formaient son enceinte si pittoresque; cinq mois elle avait bravé le froid et la faim, tenant toujours son ennemi à distance respectueuse.

Quand la famine l'eut terrassée, elle livra ses forts, son armée, ses armes, ses munitions; elle jeta deux cents millions à l'avidité de l'Allemagne.

Désarmée, tenue en joue par ses canons que l'ennemi tournait contre elle, la cité-martyre pensait racheter sa dignité avec cet or qu'il avait fallu porter au roi Guillaume. Elle croyait qu'elle lui serait épargnée l'humiliation de voir camper dans ses places et dans ses rues ces soldats qui n'avaient pas su emporter le plus petit pan de ses murailles.

Paris se trompait. Il n'avait pas assez souffert. Son implacable ennemi a voulu qu'il vidât la coupe d'amertume jusqu'à la lie. On lui a imposé l'occupation étrangère.

C'est le 1<sup>er</sup> mars 1871, à dix heures du matin, que la Prusse a accompli ce crime de lèse-dignité nationale. Cruellement, froidement, sans avoir pour excuse l'enivrement de la victoire de la veille, trente mille Allemands ont franchi nos ponts-levis que nous avions abaissés. Ils se sont répandus dans les Champs-Élysées, dans le faubourg du Roule et dans toute la partie de la rive droite comprise entre la Seine, le Louvre et l'avenue des Ternes. Ils se sont promenés là en triomphateurs, et leur empereur de fraîche date s'est donné la satisfaction de déjeuner en vainqueur sur la même table que l'hospitalité parisienne lui avait si fastueusement dressée alors qu'il était notre hôte pendant l'Exposition de 1867.

Paris a assisté à ces démonstrations de la vanité prussienne avec une tristesse farouche. Il se voyait vaincu, mais dans sa défaite il se sentait plus grand dans son droit au respect méconnu que l'ennemi brutal qui l'écrasait sous la force.

Et d'ailleurs il savait que son humiliation, si chère à l'Allemagne orgueilleuse de ses succès inespérés, était encore un nouveau sacrifice que lui demandait la patrie. Son occupation par les troupes

prussiennes rachetait la vaillante ville de Belfort, et comme cette héroïque cité il pouvait se dire : « Si les Prussiens sont entrés dans la place, ce n'est pas du moins par la brèche. »

C'est égal, la France et les peuples clairvoyants inscriront en lettres noires sur le martyrologe des nations la date du 1<sup>er</sup> mars 1871.

MAXIME VAUVERT.

## Le grand Escalier du Théâtre de Bordeaux

Le double et superbe escalier du théâtre de Bordeaux qui déjà était si célèbre, va devenir historique.

Quand, après avoir dépassé le péristyle du monument, on entre dans ce vestibule orné de seize colonnes d'ordre ionique supportant la voûte plate au-dessus de laquelle a été ménagée une grande et riche salle de concert, on reste en admiration devant cet escalier de grand air qui se trouve au fond du vestibule. L'artiste admire cette heureuse inspiration de l'architecte Louis traduite en pierre.

C'est un chef-d'œuvre enfermé, comme dans un écrin, dans cet autre chef-d'œuvre architectural, le théâtre.

C'est un beau décor pour de grandes scènes, un cadre monumental dans lequel peuvent se mouvoir à l'aise les hautes personnalités militaires et politiques venues à Bordeaux pour décider du sort de la France.

Le jour de la première séance de l'Assemblée nationale, le général Garibaldi, ayant quitté la banquette solitaire sur laquelle il était venu s'asseoir dans cette vaste salle toute tendue de rouge, sortit par le grand escalier. Enveloppé dans un ample manteau gris doublé de rouge, coiffé d'un feutre gris dont les larges bords portent leur ombre sur sa barbe blanchie, le vainqueur de Dijon était suivi de quelques-uns de ses lieutenants qui, une fois hors la salle des séances, poussèrent le cri de : vive les Italiens ! Un groupe de députés leur répondit par notre cri national de : vive la France !

Nos gravures consacrent le souvenir de cet épisode ainsi que celui du moment où M. Thiers reçoit sur les marches de l'escalier, désormais fameux, les félicitations de tous ceux qui viennent d'entendre son discours si patriotique, discours que reproduisait le *Monde illustré* dans son dernier numéro.

M. V.

## SOUVENIRS DE L'INVASION

Il y a cinquante sept ans, Paris se voyait pour la première fois au pouvoir de l'ennemi. C'était un désastre qu'il n'avait pas subi depuis Charles VI. Mais alors on peut dire qu'il n'y avait eu ni lutte ni patriotisme. La France n'existait pas au 15<sup>e</sup> siècle.

En 1814, le coup fut moins rude qu'aujourd'hui ; il ne couronnait pas des épreuves si longues, n'arrivait pas avec un cortège de raffinements diplomatiques qui le rendent particulièrement cruel. Nous avons d'ailleurs des sympathies dans le camp russe. Le plus grand de nos ennemis s'était piqué d'honneur. Malgré des sujets de représailles trop fondés, il nous couvrait de sa protection. Si réduite qu'elle fut par des diplomates qui ne nous aimaient guère cependant, la France d'alors, — cette France qu'il est convenu de représenter encore comme si ambitieuse, — avait un territoire que nous serions heureux d'avoir conservé intact.

Mais si nous tenons compte de ces différences, il est entre les deux époques une similitude qu'on ne saurait nier. Il y a plus d'un rapprochement à faire entre le Paris de 1814 et celui de 1871, et ces rapprochements, rien ne les peint mieux que le *Journal d'un prisonnier anglais*, publié dans le *London Magazine* et traduit dans l'excellente *Revue britannique* de 1826. Malgré son étendue, il m'a paru mériter d'être reproduit en entier ici, à titre de point de comparaison.

La connaissance exacte du passé n'est jamais indifférente à la saine appréciation du présent, surtout quand on a la bonne fortune de tomber, comme ici, sur un observateur exact et désintéressé.

L. L.

## PARIS PENDANT L'INVASION DE 1814

JOURNAL D'UN ANGLAIS, PRISONNIER DE GUERRE, A PARIS

« 2 avril. — En passant le matin sur la place Vendôme, j'observai que la statue de Napoléon était environnée d'une grosse toile d'emballage. Je fus déjeuner chez M<sup>me</sup> de L... Elle me dit que la compagnie de la garde nationale, dans laquelle était son beau-frère, M. T..., conseiller à la cour impériale, avait résolu, à l'exception de trois simples gardes, de soutenir la cause des Bourbons et de se battre contre Napoléon, s'il attaquait Paris. Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'on ne savait pas plus où se trouvait l'armée de ce dernier, que, quelques jours auparavant, on ne savait où était celle des alliés.

« En quittant M<sup>me</sup> de L..., je me rendis au faubourg du Temple. Un poste russe était placé à la barrière, mais les commis n'en continuaient pas moins leurs perceptions. Je fus ensuite à Belleville : il y avait eu, la nuit précédente, un bivouac russe, tout près de l'entrée, dans un petit champ situé à gauche de la route ; mais les troupes étaient parties le matin. Des enfants et quelques autres individus s'occupaient activement de la recherche des pièces de monnaie et des autres objets oubliés par les soldats. Le succès de leurs recherches m'explique comment il se faisait qu'on trouvait tant de pièces de bronze ou d'argent dans les anciens campements des Romains. On ramassait avec avidité jusqu'aux débris des animaux tués par les soldats. Mais un certain nombre de voitures de fourrages et de bagages conduites par des paysans russes, de l'aspect le plus sauvage, arriva dans ce champ, et les Français se retirèrent.

« Les effets de la guerre se faisaient voir dans Belleville, sous les formes les plus variées et les plus horribles. Les cadavres d'un assez grand nombre de soldats français étaient appuyés contre les murs des maisons. On les avait retirés du milieu de la grande rue, parce qu'ils auraient empêché la circulation des voitures ; mais personne ne songeait à les enterrer. Comme, pendant la bataille, les habitants s'étaient réfugiés dans Paris, toutes les maisons avaient été forcées et pillées. Cependant les propriétaires commençaient à revenir pour connaître l'étendue du dommage, et retirer ceux de leurs meubles qu'on n'avait pas détruits. Les chariots employés à cette destination et les fourgons des Russes encombraient tellement les rues, qu'il était impossible de les parcourir à pied sans se heurter contre des cadavres. Mais cela paraissait ne faire que très-peu d'impression sur les personnes que je rencontrais. Plus je m'avançais, plus cette scène de désolation devenait affreuse. Les murs et les maisons qui se trouvaient sur ma droite avaient été, en beaucoup d'endroits, traversés par des boulets dont plusieurs s'étaient enfoncés dans le côté opposé.

« En arrivant dans le pré Saint-Gervais, je le trouvai rempli de cadavres d'hommes et de chevaux. Les jardins potagers et les élégantes plantations de lilas de ce joli endroit avaient été foulés aux pieds, ainsi que les petits arbres fruitiers. Les gros avaient été percés par la mousqueterie ou renversés par le canon. Tout annonçait l'acharnement avec lequel les deux armées s'étaient battues ; quoique beaucoup de corps morts eussent été jetés dans un fossé voisin, j'en vis encore plusieurs centaines sur l'inclinaison de la colline qu'on n'avait pas enterrés. Quelques-uns des propriétaires des jardins où se trouvaient les cadavres, faisaient des fosses peu profondes dans lesquelles ils les déposaient, et ils s'approprièrent les dépouilles des morts pour s'indemniser de ce devoir d'humanité qu'ils remplissaient si imparfaitement. Les maisons et les cours du pré Saint-Gervais étaient remplies des corps de ceux qui s'étaient retirés du tumulte de la bataille pour mourir plus tranquillement.

« En me dirigeant vers le bois de Romainville, je vis un nombre de morts plus considérable. Six ou sept chirurgiens français s'occupaient de rechercher ceux des blessés qui vivaient encore et de panser

leurs blessures. J'en vis trois entre autres qui, depuis le vendredi, n'avaient reçu aucun secours, et avaient été livrés à toutes les horreurs de la faim et de la soif, sans que personne songeât à les faire transporter à l'hôpital. Je sentis alors à quel prix s'achète la gloire militaire. Pendant que je me trouvais là, un Cosaque à cheval passa près d'un Russe qui avait reçu plusieurs blessures à la tête et qui paraissait horriblement souffrir ; il tira un pistolet de sa ceinture en annonçant, par ses signes, l'intention de le tuer pour terminer ses souffrances ; mais, comme on se hâta de lui dire de n'en rien faire, il remit son pistolet à sa ceinture et continua tranquillement sa route.

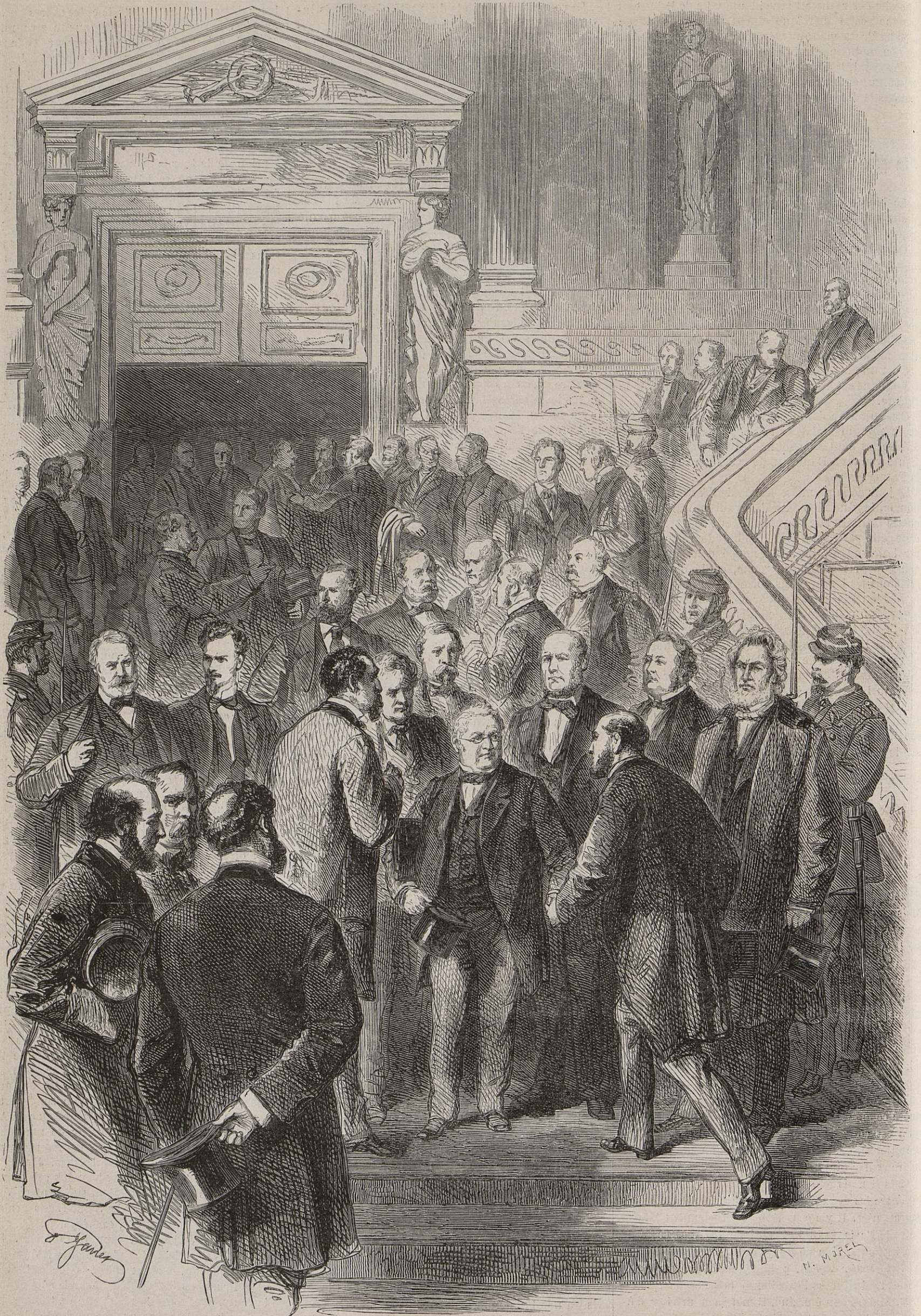
« Les morts avaient, en général, un de leurs bras étendu. Rien ne rappelait, dans leur air, les passions violentes dont ils avaient dû être animés au moment d'expirer. Les hommes tués par le canon étaient horriblement mutilés. Mais, à l'exception de ceux dont le visage était gonflé, leur physionomie avait un caractère paisible. Lorsque leurs traits ne suffisaient pas pour les reconnaître, on pouvait distinguer les Français aux taches que leurs habits bleus avaient faites sur leurs chemises. Un assez grand nombre d'individus des plus basses classes étaient occupés à dépouiller les morts. Comme les armes à feu, quand elles étaient en bon état, étaient saisies aux barrières, ils les brisaient en plusieurs pièces afin de les introduire dans Paris. Le petit nombre de personnes qui étaient venues visiter le champ de bataille par curiosité marchaient en troupe pour se protéger réciproquement contre les Cosaques et même contre la populace accourue de la ville. Mais, malgré cette précaution, plusieurs furent pillés.

« En revenant, je vis, dans la rue Saint-Denis, au coin de la rue Thiéry, n<sup>o</sup> 136, la maison qui avait brûlé pendant la bataille. Toutes les maisons, dans cette partie de Belleville, avaient été pillées ; chaque porte, chaque volet était brisé, mais une patrouille russe chassait tous les soldats qui glanaient dans les restes du pillage. Un des trois moulins à vent qui se trouvent de ce côté du village avait été détruit par le canon. La campagne était entièrement ravagée. D'innombrables bouteilles vides, qui étaient répandues dans cette partie de la plaine, annonçaient que des milliers d'hommes y avaient bivouaqué après la bataille. De temps à autres on entendait résonner le canon du château de Vincennes, qui continuait à tenir.

« Le soir, le roi de Prusse vint au théâtre de l'Opéra-Comique. *Cendrillon* était annoncé ; mais on joua *la Fausse magie* et ensuite *le Déserteur*. Le roi ne resta pas jusqu'à la fin du spectacle. Les spectateurs témoignèrent un vif enthousiasme pour la maison de Bourbon. Saint-Aubin jouait le rôle de l'invalides : on jeta une cocarde blanche sur le théâtre, et on lui cria de la prendre. Il la porta pendant tout le reste de la soirée. Lorsqu'après la grâce du déserteur, on cria sur le théâtre : *Vive le roi !* ce cri fut répété dans toute la salle. Ce fut dans ce moment que j'arrivai : quand la pièce fut finie, on demanda pour les jours suivants plusieurs opéras qui avaient été interdits par la censure.

« Le résultat de la séance du Sénat du 1<sup>er</sup> avril, relativement à la formation du gouvernement provisoire, et l'acte par lequel il avait, le 2, déclaré Napoléon déchu du trône, étaient insérés dans le *Moniteur* et dans d'autres journaux, ainsi que l'adresse du nouveau gouvernement de l'armée française. Personne ne paraissait plus hésiter à se prononcer contre l'empereur, quoiqu'on continuât à ignorer où il était. Après avoir déjeuné au café Anglais avec mon ami A..., professeur de mathématiques à l'École polytechnique, je fus me promener avec M<sup>lle</sup> D..., le long des boulevards. J'y vis un très-grand nombre de cocardes blanches ; il y avait des marchands qui en vendaient sur la place Vendôme. Les vieux chevaliers de Saint-Louis avaient repris leurs anciennes croix, cachées depuis si longtemps, et les étalaient à leur boutonnière. Les Champs-Élysées, depuis la place Louis XV jusqu'à l'Élysée-Bourbon, étaient couverts de militaires.

« Les Prussiens bivouaquaient sur le côté gauche de la route, avec toute la régularité de troupes disciplinées. Dans le quinqué du nord, était le camp des Cosaques. On n'y avait ni l'ordre, ni le luxe



BORDEAUX. — M. Thiers, après sa déclaration du 19 février, sort de l'Assemblée Nationale et reçoit les félicitations des principaux députés. — (Dessin de M. G. Janet.)





SOUVENIR DU BOMBARDEMENT. — Une nuit de janvier 1871. — (Dessin de M. Edmond Morin.)

militaire, ni même les armes des armées modernes. On n'y remarquait qu'un amas confus de barbares du Don, des déserts de la Tartarie et des bords de la mer Caspienne. En examinant ce tableau, il me semblait que le temps avait rétrogradé et que j'étais transporté dans un autre monde et dans un autre siècle. A l'entrée des huttes, qui paraissaient plutôt avoir été construites pour mettre les produits de leur pillage à l'abri que pour les loger, car aucune n'était assez élevée pour qu'ils pussent se tenir debout, plusieurs rammodaient leurs bizarres vêtements, leurs boîtes, ou considéraient leur butin. D'autres vendaient des châles, des montres, etc., que beaucoup de Français s'empressaient d'acheter, sans calculer que, de cette manière, ils encourageaient le pillage de leur propre pays. Quelques-uns faisaient leur cuisine, mais la plupart étaient assoupis au milieu des débris des animaux qu'ils avaient tués, et dont le sol était tout couvert, ou sur la litière de leurs chevaux, qui mangeaient l'écorce des arbres auxquels ils étaient attachés. Ces arbres étaient couverts d'armes de différentes espèces; de lances d'une longueur prodigieuse, de carquois, de flèches, de sabres, de pistolets, mêlés à des uniformes et à des effets de harnachement d'un travail grossier. Tout ce désordre avait cependant un caractère très-pittoresque. Les Français se promenaient au milieu des Cosaques, sans que ceux-ci y missent aucun obstacle, et même sans qu'ils parussent y faire attention. Un grand nombre de marchands vendaient des oranges, des pommes, des harengs, du pain, du vin, de l'eau-de-vie, de la petite bière. Cette dernière boisson n'était point de leur goût, et, après en avoir bu, ils faisaient la plus étrange grimace, et ne semblaient pas disposés à recommencer. Mais les Russes de toutes les classes témoignaient beaucoup de goût pour les oranges. A tout moment, il s'élevait des discussions sur la valeur relative des monnaies russes et des monnaies françaises. Ces discussions, par suite de la bonhomie et de l'indifférence des Cosaques, se terminaient presque toujours à l'avantage des marchands : les efforts que ceux-ci faisaient pour les duper, n'avaient d'autre résultat que d'exciter la bonne humeur des Cosaques et de les faire rire.

« Après nous être amusés quelque temps de cette scène intéressante, nous nous rendîmes au Champ-de-Mars par le pont d'Iéna. Dans l'avenue se trouvait un camp russe, au milieu duquel il y avait un parc considérable d'artillerie française, dont un officier russe faisait l'inventaire, conjointement avec un commis français. Comme les caissons étaient remplis de poudre, l'officier engagea avec politesse les gardes nationaux à faire un peu éloigner les spectateurs, dans la crainte que leurs pipes ou les clous de leurs souliers ne causassent quelque accident. Au Gros-Caillon, quartier qui est principalement habité par les blanchisseuses, il y avait beaucoup de linge étendu pour sécher. Pendant que nous étions là, quelques misérables de la lie du peuple engagèrent les soldats russes à s'en emparer et à le leur vendre ensuite à vil prix; mais cela leur profita peu, car les gardes nationaux les arrêtèrent aussitôt qu'ils furent en possession du linge, et les conduisirent à la préfecture de police.

« En sortant du Champ-de-Mars, nous fîmes aux Invalides. Comme M<sup>lle</sup> D... observait que les canons avaient été ôtés de la plate-forme, un vieil invalide qui l'entendit s'écria : « Hélas! à quoi nous serviraient-ils actuellement? on les employait autrefois pour annoncer nos victoires. » Beaucoup de ces vieux guerriers paraissaient satisfaits de se retrouver encore une fois au milieu du tumulte d'un camp; ils parcouraient celui des Allemands, qui occupait tout l'espace compris entre la porte en fer et la Seine. Au centre du camp était ce lion ailé enlevé à Venise, et qui, selon l'inscription du piédestal, avait été placé, en 1804, par ordre de Napoléon, empereur des Français « sous les yeux des guerriers dont il atteste les exploits. » Il y avait des huttes construites à la hâte, dans lesquelles j'aperçus plusieurs femmes bien vêtues. Quelques vaches, qui venaient des bords du Rhin, paissaient sur le gazon. Sur la droite se trouvaient les voitures de forges où l'on réparait les armes endommagées dans le cours de la campagne.

« Pendant toute notre promenade, nous ne vîmes dans les soldats alliés aucune disposition à être insolents; ils avaient, au contraire, une sorte d'ostentation de douceur et de bonté. Nous revînmes par le jardin des Tuileries, qui avait été rouvert. Il était rempli des promeneurs ordinaires du dimanche, dont un assez grand nombre portaient des coiffures blanches; plusieurs femmes en portaient aussi. Un soldat russe et un garde national étaient en sentinelle à chacune des issues.

« La rue Saint-Honoré présentait l'aspect le plus extraordinaire : on y voyait circuler en même temps des Allemands, des Russes et des Asiatiques venus de la grande muraille de la Chine, des bords de la mer Caspienne et de ceux de la mer Noire. C'étaient des Cosaques, avec leurs peaux de mouton, leurs longues lances, leurs barbes rousses et touffues et le petit fouet nommé *knout*, attaché à leur cou; des Kalmouks et des tribus tartares, remarquables par leur nez plat, leurs petits yeux et leur teint d'un rouge foncé; des Baskirs et des Tungous de Sibérie, armés d'arcs et de flèches; des chefs circassiens, nés au pied du Caucase, entièrement couverts de brillantes cottes de mailles en acier, et qui portaient sur leur tête de longs casques pointus, tout à fait semblables à ceux que l'on portait en Angleterre dans les douzième et treizième siècles; des officiers russes et prussiens avec des uniformes tout couverts de décorations. Beaucoup d'officiers russes sortaient à peine de l'enfance : ils étaient étroitement serrés par une ceinture au-dessus des hanches; leur poitrine rembourrée faisait une forte saillie; leurs cheveux, tout ébouriffés, descendaient jusqu'à leurs épaules. Les cheveux des simples soldats étaient, au contraire, coupés aussi ras que possible. Les voitures russes, qui s'avançaient au milieu de cette foule, étaient attelées avec des cordes et conduites par des cochers à longues barbes, vêtus de robes d'une couleur foncée, et la tête couverte de chapeaux plats à petits bords. Tel était l'équipage du général Sacken, gouverneur général de Paris.

« Le Palais-Royal offrait une scène d'un autre genre, mais non moins curieuse. Il s'y trouvait encore plus de monde que de coutume. C'était à qui en couvrirait les murailles de placards remplis d'outrages contre un homme qu'on avait cessé de craindre, et des protestations de dévouement à des princes que, pendant vingt-cinq ans, on avait oubliés dans l'exil. On voulait de cette manière se recommander à la bienveillance du nouveau gouvernement. Les plus remarquables de ces placards étaient ceux de Lemarre, auteur de quelques écrits philologiques, et du fils de Brissot de Warville, qui avait été expulsé, par ordre de Napoléon, de l'Ecole polytechnique. Mais, le lendemain, le gouvernement provisoire défendit ce genre de manifestation des sentiments publics. Un grand nombre d'affiches imprimées avec plus de luxe que de coutume annonçaient l'écrit de M. de Châteaubriand, intitulé : *de Buonaparte et des Bourbons*.

« A deux heures de l'après-midi, le général Sacken envoya au préfet de police l'ordre de mettre en réquisition toutes les barques qui se trouvaient sur la rivière, pour construire un pont au-dessus de la barrière de Bercy. Cet ordre fut mis sur-le-champ à exécution. A sept heures, l'ordre arriva d'en construire un second, et, à minuit, celui d'en construire un troisième. Deux mille pontonniers et soldats, la plupart Bavares, se mirent immédiatement à l'ouvrage et travaillèrent jusqu'au mardi matin; mais les travaux furent alors arrêtés. Il y avait un pont de construit et un autre qui l'était à moitié. Le général Muffin, chef d'état-major de Blücher, me dit que c'était lui qui avait provoqué la construction de ces ponts, attendu que, s'il y avait eu une bataille, le passage des troupes dans l'intérieur de Paris aurait produit beaucoup de désordre, et que, d'ailleurs, on ne pouvait, sans de grands dangers, y faire passer des caissons chargés de poudre.

« 10 avril. — Entre huit et neuf heures du matin, l'infanterie de l'armée alliée occupait le côté nord des boulevards, depuis la rue Royale jusqu'à la place de la Bastille. Le côté opposé était occupé par la garde nationale. Par ordre de la police, aucune voi-

ture ne pouvait circuler sur les boulevards, et même aucun piéton n'était admis sur la place Louis XV, réservée aux souverains et aux troupes qui devaient assister à la solennité religieuse qu'on allait y célébrer.

« Je me rendis dès le matin à la terrasse N. W. du jardin des Tuileries, d'où je découvrais parfaitement toute la place Louis XV. Au centre, tout près de l'endroit où Louis XVI a été exécuté, se trouvait une plate-forme carrée, élevée d'une douzaine de marches et sur laquelle on avait dressé un autel. Les avenues de la place étaient gardées par la garde nationale.

« A midi moins dix minutes, sept prêtres du rite grec, portant de longues barbes et de riches vêtements, traversèrent lentement la place et vinrent se placer près de l'autel. A midi et demi, l'infanterie alliée s'avança, en marchant sur vingt-trois de front, par la rue Royale. Elle était suivie par la cavalerie. Les troupes se rangèrent avec la plus grande précision autour de la place, jusqu'à ce qu'elle fût remplie. Les souverains s'avançaient à cheval derrière ces troupes, suivis d'un brillant état-major, dans lequel je remarquai quelques uniformes anglais. Lorsque les souverains arrivèrent au pied de l'autel, ils descendirent de cheval et montèrent sur la plate-forme; ils se découvrirent ensuite, ainsi que toutes les troupes, à l'exception des gardes nationaux français, qui conservèrent leurs chapeaux. Le service divin commença, et le plus profond silence régna au milieu de cette multitude armée qui remplissait la place pendant cette imposante cérémonie, qui dura environ une demi-heure. Cent coups de canon en annoncèrent la fin. Les journaux, et les affiches posées par l'ordre du préfet de police, avaient annoncé cette décharge, afin qu'elle n'excitât pas d'alarmes.

« Lorsque l'empereur Alexandre fut de retour chez M. de Talleyrand, il parut aux fenêtres et fut très-applaudi. Le même jour, M. Bellart, rédacteur de l'adresse du conseil municipal, reçut une invitation à dîner de M. de Talleyrand; il fut présenté à l'empereur et dîna avec lui, honneur auquel il ne s'attendait pas. Ce prince lui dit : « Je désirais beaucoup connaître un homme aussi profondément vertueux, et rapporter en Russie le souvenir de vos traits. »

« Le 11, la *Gazette de santé*, feuille périodique qui paraît tous les dix jours, annonçait que les maladies régnantes de la capitale étaient la fièvre d'hôpital ou *typhus*, et la maladie, plus dangereuse encore, qu'on nomme *pourriture des hôpitaux* ou *gangrène humide des plaies*. La *Gazette de santé* ajoutait que tous les hôpitaux étaient infectés par ces deux maladies; qu'elles y faisaient beaucoup de ravages, et que plusieurs jeunes médecins en étaient morts victimes. Le docteur Friedlander, médecin prussien établi à Paris, me dit que la moyenne de la mortalité dans l'armée alliée était d'un sur vingt par jour; mais qu'elle était plus forte parmi les Français, et que, sur seize malades, il en perdait un.

« Après le décret du gouvernement provisoire du 4 avril, qui autorisait tous les conscrits et les gardes nationaux mobilisés à retourner dans leurs foyers, les rues de Paris étaient remplies de pauvres jeunes gens d'une pâleur et d'une maigreur excessives, dont un grand nombre avaient été atteints par la contagion des hôpitaux. Le maréchal Marmont me dit que la crainte augmentait encore les effets de cette contagion. L'armée française avait cruellement souffert du froid pendant le cours de cette campagne, surtout dans la nuit du 9 au 10 mars, qui fit périr beaucoup de soldats. Le général Letort et d'autres officiers qui avaient fait la campagne de Russie, m'assurèrent que, cette nuit, le froid avait été plus vif qu'à aucune époque de cette désastreuse campagne.

« 13 avril. — J'entrai en conversation avec un hussard noir, que je vis contempler avidement Paris depuis les hauteurs de Montmartre. Il avait fait plusieurs lieues à cheval pour voir cette ville maudite dans laquelle il ne pouvait entrer. Il me dit que les Prussiens avaient fait cette campagne comme une croisade. Des hommes de toutes les

classes et du plus haut rang, et même les plus savants professeurs des universités, s'étaient volontairement enrôlés comme simples soldats, résolu à ne pas revenir sans avoir assuré l'indépendance de leur patrie et vengé sur la nation française les injures qu'ils en avaient reçues. Un sentiment unique paraissait animer tous les Prussiens, et ceux que je vis, quels que fussent leurs grades, ne semblaient pas se croire plus que les autres ou supposer qu'ils avaient participé davantage à l'affranchissement de leur pays. Tous ceux qui, par des circonstances impérieuses, étaient restés en Prusse, considéraient cette nécessité comme le plus grand des malheurs. Des cent soixante mille hommes qui composaient l'armée prussienne à la bataille de Lutzen, en 1813, il n'y en avait pas la moitié en vie à la prise de Paris. Pendant toute la campagne, le roi de Prusse s'était exposé comme un simple soldat, et il lui arrivait souvent de rester le dernier sur le champ de bataille.

« Vers le milieu d'avril, le roi de Prusse reçut, à l'hôtel du Prince-Eugène, où il logeait, les maréchaux et les généraux français. Il a habituellement de la roideur dans les manières, et, quoique bonhomme au fond, il est peu aimable. Dans cette occasion, il se conduisit avec beaucoup de hauteur. Il reprocha vivement au duc de Feltre, ancien ministre de la guerre de Napoléon, d'avoir fait fusiller un Prussien de la manière la plus arbitraire, lorsqu'il était gouverneur de Berlin. Il dit à Berthier qu'il espérait qu'il avait bien administré la principauté de Neuchâtel, qui avait autrefois appartenu à la Prusse, et qui allait lui appartenir de nouveau. Il tendit la main au maréchal Oudinot, en lui disant qu'il se félicitait de revoir un homme qui s'était toujours conduit avec honneur et modération dans ses Etats.

« Le 14, Monsieur vint à l'Opéra pour la première fois; on y jouait *Oedipe à Colonne* et le ballet de *Nina*. L'ancienne loge de l'empereur avait été préparée pour lui et richement tendue en velours bleu brodé avec des fleurs de lis. Il fut accueilli d'une manière très-flatteuse, et on leva aussitôt la toile. Dix minutes après, les empereurs de Russie, d'Autriche et le roi de Prusse arrivèrent et vinrent se placer dans la loge du fond. L'empereur d'Autriche se plaça au centre, l'empereur de Russie à droite et le roi de Prusse à gauche. Il me parut qu'on mettait de l'affectation à mieux les recevoir que Monsieur. Dans les loges de droite, se trouvaient le prince de Schwarzenberg, le baron de Stein, le comte de Nesselrode, le baron Sacken et lord Burghersh, qui portait son uniforme de Windsor. Lady Burghersh, qui avait accompagné son mari pendant toute la campagne, était la seule femme qui fût avec eux. Dans la loge de gauche était M. de Metternich et lord Castlereagh. Après le premier acte, Monsieur vint dans la loge des souverains et y resta pendant toute la durée du second. A la fin de l'opéra, comme l'on chantait quelques couplets de circonstance pour les souverains, Monsieur se leva, et une voix s'écria : « Parterre, debout! puisque le roi y est. » Tous les spectateurs se levèrent alors, et ce fut à qui crierait le plus fort. Entre les deux pièces, les souverains vinrent rendre visite à Monsieur dans sa loge, et la salle retentit d'acclamations encore plus bruyantes. Parmi ceux qui vociféraient le plus fort, j'observai plusieurs individus qui, pendant les vingt dernières années, avaient été dans les antichambres de tous les ministres, cherchant à enivrer la grande nation avec leurs tableaux, leurs poèmes, leurs compositions dramatiques, offrant à l'admiration de l'univers et de la postérité l'empereur déchu pour en obtenir des décorations, des tabatières, des boîtes enrichies de diamants, et, aujourd'hui, lui donnant lâchement le coup de pied de l'âne, pour conserver les faveurs qu'ils en avaient reçues et en acquérir de nouvelles.

« Malgré ces égards publics de l'empereur Alexandre pour Monsieur, ce dernier ne tarda pas à en éprouver un procédé désagréable. Après le départ de Napoléon, M. de Caulincourt se présenta aux Tuileries, pour faire sa cour à Monsieur. Dès que le prince l'aperçut, il lui dit : « Monsieur de Caulincourt, vous êtes accusé d'avoir participé à un crime affreux; j'espère que vous pourrez vous justifier: jusque là, il m'est impossible de vous rece-

voir. » M. de Caulincourt s'en fut sur-le-champ chez l'empereur Alexandre, près duquel il était en grande faveur, et il lui raconta ce qui venait de se passer. L'empereur s'écria : « Quelle susceptibilité! Je suis entouré des assassins de mon père, et je n'ai pas de sujets plus fidèles. Mais soyez tranquille, j'arrangerai cela. » En conséquence, il invita Monsieur à dîner, le fit asseoir à sa place, et plaça près de lui M. de Caulincourt. Ce fait me fut raconté le soir même par un des convives.

« Cependant les officiers et les soldats français commençaient à revenir en assez grand nombre à Paris. Ils ne tardèrent pas à insulter les militaires étrangers, ce qui détermina le général Sacken à ordonner à tous les officiers de l'armée alliée, qui n'étaient pas à Paris pour affaire de service, de retourner dans leurs corps respectifs. Le gouvernement français prit des mesures semblables, et la garde nationale reçut l'ordre d'arrêter tous ceux qui troubleraient la paix publique; mais cela n'empêcha pas les Français de continuer leurs agressions et d'arracher le feuillage que les soldats alliés portaient sur leur tête. De jour en jour les querelles devenaient plus fréquentes, et les habitants finirent par y prendre part. Le 20 avril, il s'éleva une rixe violente dans le jardin du Palais-Royal; il y eut plusieurs individus blessés de part et d'autre. En conséquence, le dimanche 1<sup>er</sup> mai, on établit dans l'intérieur du jardin un poste composé de trente soldats russes et de trente gardes nationaux. Comme la revue que Louis XVIII passa dans la cour des Tuileries attira encore un plus grand nombre de militaires français dans la capitale, leurs attaques se multiplièrent toujours davantage, et ils essayèrent d'arracher jusqu'à la médaille de Moscou que les Russes portaient sur leur poitrine.

« Le 16, au matin, je causais avec l'impératrice Joséphine dans sa galerie de tableaux à la Malmaison. La dernière fois que j'avais eu l'honneur de l'entretenir en mars dernier, elle m'avait témoigné beaucoup d'humeur contre Napoléon. « Cet homme, me dit-elle, me laisse sans argent: toute ma pension est en arrière. » Mais son ancienne affection pour lui paraissait lui être revenue, et elle exprimait la plus vive compassion pour son infortune. Elle avait été vivement offensée d'un paragraphe inséré dans le *Journal des Débats* de ce jour et qui était ainsi conçu : « La mère du prince Eugène est de retour à la Malmaison. » — « Qu'est-ce que cela signifie, disait-elle? J'ai un nom; je suis montée sur le trône, et j'ai été couronnée. Je suis honorée et protégée par l'empereur de Russie, qui aussitôt qu'il a été maître du pont de Neuilly, a envoyé une sauve-garde à la Malmaison. » A peine avait-elle fini de prononcer ces paroles, qu'on lui annonça l'arrivée de ce prince, et il entra presque immédiatement dans la galerie. L'impératrice, avec son aplomb et sa grâce accoutumés, lui exprima combien elle était flattée de sa visite. Il répondit que c'était un hommage qu'il était heureux de lui rendre, attendu que, depuis qu'il était en France, il avait entendu bénir son nom dans les châteaux comme dans les chaumières. Je me retirai dans une autre partie de la galerie, et je ne pus entendre leur conversation. Il me parut qu'elle devenait sérieuse. Quelques minutes après, ils s'en furent dans le jardin. Pendant qu'ils y étaient, la reine Hortense arriva en toute hâte de Paris. Elle alla rejoindre sa mère et elles se promènèrent pendant assez longtemps avec l'empereur, en s'appuyant sur ses bras.

« Lord Beverly et ses deux fils déjeunèrent, quelques jours après, à la Malmaison. L'impératrice dit que, depuis la chute de Napoléon, les Anglais étaient les seuls qui eussent assez de générosité pour parler de lui convenablement. L'empereur Alexandre dîna avec elle le 22 avril et le 10 mai.

« Le 24 mai, elle éprouva un violent mal de gorge. Le roi de Prusse dîna à la Malmaison, et l'engagea à garder sa chambre. Mais elle voulut faire les honneurs de sa table, et, comme elle avait eu un cercle le soir, elle se retira très-tard. A la fin de la soirée, elle était plus mal. Le 26, l'empereur de Russie lui fit une visite, et la trouvant plus gravement indisposée, il lui envoya son médecin. Le 27, on lui mit un vésicatoire, mais il était trop tard.

Ce jour-là, Redouté, peintre célèbre de fleurs, était à la Malmaison; elle le fit entrer dans sa chambre, mais elle lui dit de ne pas approcher de son lit, attendu qu'il pourrait gagner son mal de gorge. Elle lui parla de deux plantes qui étaient alors en fleurs. Dans la nuit du 28 au 29, elle eut un sommeil léthargique qui dura cinq heures. Le 29, à dix heures du matin, elle dit à Bourdois, son médecin : « Comme ma fille est dévote, elle désirerait que je fisse venir un prêtre, et comme cela m'est tout à fait indifférent, j'y consentirai. »

« A midi cette femme accomplie mourut de ce que les Français appellent une *esquinancie gangrenée*. Le 2 juin, ses funérailles eurent lieu avec une grande pompe dans l'église de Ruelle. Ses deux petits-fils conduisaient le deuil: il n'y avait qu'eux qui portaient des manteaux. Le général Sacken, Czernicheff, M. de Nesselrode, quelques autres étrangers, plusieurs généraux et maréchaux de l'armée française, et tous ceux qui avaient été à son service ou qui se considéraient comme ses obligés, faisaient partie du convoi. Il était escorté par un détachement de cavalerie russe et par la garde nationale de Ruelle. Ce triste cortège sortit par l'avenue qui conduit à la route de Saint-Germain. L'oraison funèbre fut prononcée par M. de Baral, archevêque de Tours. La reine Hortense se jeta en arrivant sur la tombe; elle resta quelque temps en silence, et prononça ensuite une prière improvisée. Dans le même endroit se trouvaient les corps de cent trente-trois personnes qui avaient été écrasées dans la rue Royale, en revenant du feu d'artifice tiré à l'occasion du mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Le 21, le duc de Berri arriva à Paris. Le même jour, l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient assisté à une séance publique de l'Institut. L'empereur adressa quelques compliments à M. Villemain, qui avait lu un discours sur les avantages et les inconvénients de la critique littéraire.

« Le 2 mai, Louis XVIII arriva au château de Saint-Ouen, qui depuis a été renversé et remplacé par une maison de campagne, dont ce prince a fait don à son amie, M<sup>me</sup> du Cayla, née Zoé Talon.

« Le 3, le roi entra à Paris dans une calèche découverte avec la duchesse d'Angoulême. Il se rendit d'abord à Notre-Dame et ensuite aux Tuileries. Il y eut peu de démonstrations de joie, soit de la part de ces augustes personnages, soit de la part du peuple. Le petit bonnet porté par la princesse, qui contrastait singulièrement avec les énormes coiffures qui étaient alors de mode, avait beaucoup choqué la frivolité parisienne, et l'étonnement qu'il produisait paraissait être dans la foule le sentiment dominant.

« Le mécontentement et le dépit des bonapartistes se manifestaient par d'ignobles et grossières caricatures qui se vendaient sous le manteau. L'une représentait le vieux roi qui revenait en France à cheval derrière un Cosaque et galopant sur des cadavres: dans l'éloignement, on apercevait des villages en flammes. L'autre, encore plus inconvenante, représentait le château des Tuileries avec deux aigles et un aiglon qui en sortaient par la croisée, et un troupeau d'oies grasses qui y entraient par la porte.

« L'irritation des soldats français était toujours croissante. Le 8, le roi avait passé en revue dans la cour des Tuileries l'ancienne garde impériale. Le soir, les soldats français tombèrent sur des soldats alliés qui dansaient dans un cabaret, près d'une barrière de Paris, et en tuèrent plusieurs, ainsi que des grisettes qui dansaient avec eux. Le 19 mai, pour mettre fin à ces désordres, qui prenaient chaque jour un caractère plus grave, on publia un ordre du jour dont voici l'extrait :

## ÉTAT MAJOR GÉNÉRAL

Ordre du jour, Paris, le 19 mai 1814.

« Il n'y a qu'une vanité puérile ou une susceptibilité ridicule qui puisse s'offenser de la verdure que les troupes alliées portent sur leurs bonnets.

« Les vieillards, les femmes, les enfants, ont droit aux égards dus au sexe et à l'âge. C'est un préjugé de croire qu'un ton dur et sec ou des actes de violence donnent un air plus militaire.

« Les jeunes gens qui, pendant le règne de Napoléon, étaient les plus violents contre lui, ne tardèrent pas à oublier que les Bourbons les avaient délivrés du danger de la conscription. Ils haïssaient les Bourbons à cause de leurs dispositions pacifiques, et les alliés, parce qu'ils avaient été vainqueurs, quoique ce fait fût toujours contesté, et que l'on soutint que les Français avaient été trahis et vendus. Ceux de ces jeunes gens qui avaient réellement des inclinations militaires regrettaient d'être obligés de travailler au lieu de mener la vie oisive des camps. Les anciens militaires ne pouvaient se consoler d'être forcés de renoncer à leurs espérances d'avancement; les employés que l'on congédiait, à cause de la diminution du territoire, grossissaient aussi la troupe des mécontents.

« Des fautes réelles commises par le gouvernement contribuèrent également à l'augmenter. Quelques-uns de ceux qui en faisaient partie prirent bientôt le soin de confirmer ce mot fameux de M. de Talleyrand, « que le malheur ne leur avait rien appris ni rien fait oublier. »

Pour copie conforme :

LORÉDAN LARCHEY.

## LE GÉNÉRAL DE CHARENTE

Si quelqu'un a compris et mis en œuvre la grande devise de la vieille aristocratie française : *Noblesse oblige*, c'est assurément M. de Charette.



LE GÉNÉRAL DE CHARENTE

On connaît l'histoire de son grand-père qui, de lieutenant de vaisseau dans la marine de Louis XVI, se fit chef de partisans dans la guerre de Vendée et mena si brillamment au combat les paysans du Marais. « D'une complexion faible et délicate, dit en parlant de lui M. Thiers, Charette semblait peu propre aux fatigues de la guerre; mais, vivant dans les bois où il passait des mois entiers, couchant à terre avec les chasseurs, il s'était renforcé, avait acquis une parfaite habitude du pays, et s'était fait connaître de tous les paysans par son adresse et son courage.... Il devint le plus terrible des chefs vendéens. Tout le Marais lui obéissait. »

Le petit-fils n'a dérogé ni à la foi, ni à la vaillance vendéenne.

Quand les Etats romains furent menacés par l'unification italienne, et l'indépendance temporelle du pape compromise, M. de Charette accourut à Rome prendre le commandement des zouaves pontificaux.

La guerre éclate entre la France et la Prusse. Les désastres succèdent aux désastres. La patrie est en danger. Le colonel des zouaves pontificaux ne se souvient plus que d'une chose, c'est qu'il est Français; il ne voit qu'un péril, celui de la patrie.

Il arrive en Vendée et fait appel à tout ce qui est ennemi des ennemis de la France. Il a bientôt réuni un corps de 6,000 hommes qu'il organise, équipe et que lui, légitimiste, offre au gouvernement républicain de la défense nationale.



LA PROVINCE. — Prise du faubourg de Vienne, à Blois, par les généraux Pourcet et Chabron. — (D'après le croquis d'un témoin de l'action.)

vancent sur l'ennemi au pas gymnastique, se servant autour de leur bannière et sans tirer un coup dans leurs lignes. Une position restait à enlever. Les zouaves pontificaux sont incorporés dans l'armée de Champagne livrée sous les murs de Paris.

Les zouaves pontificaux sont incorporés dans l'armée de la Loire où ils font partie de la 4<sup>e</sup> division. M. de Charette et ses zouaves se signalent en plusieurs circonstances. Ils s'illustrèrent à Patay où ils exécutent une charge à la baïonnette qui restera aussi célèbre que la charge des cuirassiers de Reichshoffen.

C'était le 2 décembre, le même jour que la ba-

taille de Champigny livrée sous les murs de Paris. Le combat avait été engagé vers midi.

Le matin les zouaves pontificaux, rangés autour de la bannière de M. de Charette, la bannière du Sacré-Cœur, avaient assisté à la messe et entendu le prêtre qui prêchait aux Vendéens la vaillance et le dévouement à la sainte cause de la patrie.

Les Prussiens avaient été contenus et refoulés

dans leurs lignes. Une position restait à enlever. C'était une hauteur boisée occupée par 1,500 Bava-

riens. Le général de Sonis fait appel au courage des premiers et deuxième bataillons de zouaves commandés par M. de Charette.

Les rangs se forment, le colonel monte à cheval et les Vendéens, trois cent cinquante, pas plus, s'a-

vancent sur l'ennemi au pas gymnastique, se servant autour de leur bannière et sans tirer un coup de fusil. Ils abordent à la baïonnette les Bava-

riens qui ne tiennent pas devant cet élan et fuient dé-

bandés. La position est enlevée, mais les zouaves commettent l'imprudence de poursuivre l'ennemi et de se découvrir. A la vue de ce petit nombre

d'adversaires, les Bava-



LA PROVINCE. — Environs de Patay. — L'armée de Charette avant le combat dans les plaines de la Beauce. — (D'après le croquis d'un officier breton.)

tenus par des troupes fraîches sorties du village voisin qu'ils occupaient.

Ils écrasent sous leur nombre les zouaves de M. de Charette, qui cependant soutiennent aussi vaillamment la retraite qu'ils ont mené l'attaque. Les obus, les boulets, les feux de mousqueterie les écrasent, mais ils n'en disputent pas moins le terrain pied à pied, laissant à chaque pas un des leurs

des Prussiens, à se glisser dans une ferme d'où il s'échappa sous un costume de paysan.

Déjà les zouaves pontificaux, leur colonel en tête, avaient donné d'éclatantes preuves de bravoure à Orléans, dans la défense du faubourg Ramler où un millier d'entr'eux ont défendu la principale porte de la ville. A Nogent-le-Rotrou, ils ont à eux seuls couvert la retraite des mobiles de l'armée de la

Loire. Enfin dans la retraite de Chanzy, au Mans, ils ont mis tout en œuvre pour arrêter la débâcle des mobiles de la Tuilerie.

En cette dernière occasion le général Goujeard leur a adressé des éloges publics sur leur belle conduite. Dans son discours de Lille, Gambetta lui-même a su rendre hommage à la bravoure des Vendéens qui, sans tenir compte de leurs préfé-

rences politiques dans un moment où la patrie réclame la vie de ses enfants, savent se faire tuer pour essayer de la sauver.

M. le colonel de Charette vient d'être nommé général en même temps que son ami et frère d'armes Cathelineau était promu au grade de colonel et fait chevalier de la Légion-d'honneur.

Désormais, la France sait qu'elle a en M. le général de Charette un champion de la noblesse française sur lequel elle peut compter.

LÉO DE BERNARD.

## PRISE DU FAUBOURG DE VIENNE

A BLOIS

Le 28 janvier, le jour même où était signé l'armistice de Versailles, les colonnes du général Pourcet étaient en marche sur Blois. Arrivées à quatre kilomètres de la ville, l'infanterie prussienne, retranchée dans le faubourg de Vienne, retranchée dans les maisons dont elle avait crénelé les murs, ouvrit un feu terrible sur l'avant-garde.

Pendant deux heures dura la fusillade. Les nôtres tinrent bon jusqu'à la nuit. A ce moment, comme on ne pouvait renoncer à abandonner la partie, un dernier et vigoureux effort fut tenté. Les Français s'élançèrent en avant, se jetant résolument dans les rues du faubourg qu'ils traversent au pas de course et sous le feu de l'ennemi. Quelques instants après les Prussiens étaient délogés, mais faisaient sauter le pont qui relie la rive gauche de la Loire, sur laquelle est bâti le faubourg, avec la ville de Blois.

Dans leur fuite précipitée les Allemands laissaient entre nos mains leurs morts et leurs blessés, une centaine de prisonniers, des armes et des munitions.

Nos pertes étaient minimes. Trois hommes tués et dix blessés tel est le nombre des hommes mis hors de combat par l'affaire du faubourg de Vienne, le dernier et un des rares succès de nos armes dans cette malheureuse guerre.

C'est non loin du faubourg de Vienne que se trouve le village de Saint-Gervais si estimé pour la production de ses pots de crème exquise. Au temps de sa grandeur et alors qu'il habitait Paris ou Fontainebleau, Napoléon I<sup>er</sup> avait donné l'ordre qu'on lui servit tous les jours un pot de crème de Saint-Gervais. C'était le conducteur de la malle-poste de Blois qui était chargé de l'apporter chaque matin aux Tuileries.

Il faut bien que la crème de Saint-Gervais soit chose excellente puisque Napoléon, à qui Brillat-Savarin reproche l'irrégularité dans les repas et le peu d'attention qu'il portait à ce qu'on lui servait sur la table, s'était pris d'une affection gastronomique pour ce laitage raffiné. « Il mangeait vite et mal, » dit le père de la *Physiologie du goût*, d'un ton d'assez mauvaise humeur, mais à coup sûr le gourmand sénateur de l'empire aurait pardonné à l'empereur ses distractions dégustatives, s'il avait connu la prédilection du vainqueur d'Iéna pour la crème de Saint-Gervais.

M. V.

## SOUVENIR DU BOMBARDEMENT DE PARIS

UN ÉPISODE DANS LA RUE D'ENFER

« Il n'a donc point d'enfant, ce roi de Prusse ? »

Il m'est resté dans l'oreille ce cri poussé par une pauvre vieille femme qui, toute infirme et toute trébuchante, fuyait devant les bombes lancées sur Paris.

Jamais accusation plus terrible et plus nettement formulée n'est tombée sur une tête humaine.

Cette interrogation indignée jetée par une femme du peuple à la face d'un des puissants de cette terre, vaut le : « Caïn, qu'as-tu fait de ton frère ? »

Le beau dessin de Morin qui retrace si vigoureusement un des épisodes navrants du bombardement de Paris, m'a remis en mémoire le cri de cette vieille mère dont un obus venait de tuer la petite fille.

La scène reproduite par le crayon vigoureux de

notre dessinateur fait peur, comme le cri de la pauvre grand-mère donne froid.

Il fait nuit et nuit d'hiver. Les gros nuages qui courent dans le ciel ne reflètent que la lueur des obus qui défoncent les toits, éclatent dans les maisons, brisent murailles et meubles, blessent et tuent les femmes, les enfants endormis.

La terreur est dans la rue d'Enfer.

Il faut fuir. Les murs crevassés ne tiennent plus. Les bombes prussiennes ébranlent à chaque instant un nouveau groupe de maisons; la famille voisine pleure le père qui vient d'avoir le crâne fracassé, le pauvre enfant auquel la mitraille a brisé les deux jambes.

Il faut fuir. Mais où ? A cette heure sombre dans quel quartier trouver un gîte ? Où se loger avec toute une famille et sans argent ? N'importe. « La place n'est plus tenable ici, enfants, dit le père. Fuyons et à la grâce de Dieu ! »

La pauvre famille quitte son toit menacé.

Elle s'en va par les rues pleines de décombres, passant à travers les brèches faites par les obus prussiens. On dirait une fuite en Egypte alors que les sept plaies étaient étendues sur elle.

Les femmes et les enfants marchent en avant. La jeune mère, soutenant les pas chancelants de l'aïeule qui s'appuie sur sa béquille, emmène ses enfants, que la peur fait serrer contre elle.

Un enfant dort à sa mamelle ;  
Elle en porte un autre à son dos,  
L'aîné, qu'elle traîne après elle,  
Gèle pieds nus dans ses sabots.

La terreur a décomposé ses traits et à chaque lueur sinistre qui déchire la nuit, elle tourne la tête vers le père qui porte sur son dos tout ce qu'il a pu arracher à la destruction : le matelas de la grand-mère et la couchette des petits enfants.

L'effroi a rendu fixes les yeux de ces êtres innocents qui semblent demander à Dieu le pourquoi de tant de désastres.

Le bombardement redouble de rage. Il faut doubler le pas, s'éloigner de ces lieux que dans ses plus grandes colères l'orage atteint à peine et que la volonté d'un seul homme voue aujourd'hui à la destruction.

La famille épouvantée ne sait où elle va. Elle fuit laissant derrière elle ce phare sombre, le Panthéon dont la coupole noire se découpe sur le fond du ciel que rougit l'incendie. En s'éloignant de cette silhouette gigantesque qui semble porter le deuil de Paris on court loin du danger. C'est l'essentiel.

De temps à autre, au détour d'une rue, un bombardement bien connu passe au-dessus de la tête. On se gare où on peut, dans l'angle de ce mur, sous cette porte cochère.

L'aïeule et la mère cachent derrière elles les enfants. Dévouées comme toutes les mères elles font à ces petits êtres un rempart de leurs corps. L'obus éclate à quelques pas. Le bonheur veut que la pauvre famille ne soit pas atteinte. Ce danger passé, on ne chemine que plus vivement.

Pâles, suant la peur, on arrive sur les quais de la Seine. Les enfants et la grand-mère n'auraient pu aller plus loin. On s'arrête, on se groupe, on se serre les uns contre les autres, se défendant du mieux que l'on peut contre le froid, qui mord. Et l'on attend le jour.

Bientôt les enfants s'endorment. Le père et la mère pensent où et comment se logera demain la famille. L'inquiétude les tient éveillés, mais ils ne parlent pas. L'un et l'autre fouillent la même pensée et connaissent le sujet de leur muette préoccupation.

L'aïeule est là près des petits auxquels elle voudrait donner encore le peu de chaleur qui lui reste.

En voyant ses enfants couchés sur la dalle des quais, en entendant la détonation des bombes qui éclatent dans son quartier, en pensant à ceux qu'elle a laissés là-bas et en pensant que la canonnade ne cesse ni le jour ni la nuit, elle s'écrie dans un mouvement de juste indignation :

« Il n'a donc point d'enfant, ce roi de Prusse ? »

M. V.

## LETTRE DE L'ÉVÊQUE D'ANGERS

Mgr Freppel, évêque d'Angers et d'origine alsacienne, vient d'adresser la lettre suivante au roi de Prusse, au sujet de la cession éventuelle de l'Alsace :

« Sire,

« Au moment où l'Assemblée nationale va délibérer à Bordeaux sur les conditions de la paix, permettez à un évêque français, enfant de l'Alsace, d'élever la voix pour plaider auprès de Votre Majesté la cause de sa patrie. Je cède à un besoin du cœur, comme je remplis un devoir de conscience en faisant une démarche à laquelle je me sens autorisé par mon origine et par mon caractère.

« La guerre a été favorable à vos armes; vous avez eu, Sire, la plus haute fortune militaire qui puisse échoir à un souverain, celle de vaincre les armées de la France. Ne soyez pas surpris d'entendre dire à un ministre de l'Évangile qu'il vous reste à vous vaincre vous-même. Autant le succès peut flatter une âme guerrière, autant la modération après la victoire a de quoi séduire un cœur généreux. L'Écriture Sainte l'a dit : « Celui qui sait se dominer est supérieur à celui qui prend des villes. » Dans la vie des peuples, d'ailleurs, la guerre ne saurait être qu'un accident; c'est à leur procurer le bienfait d'une paix durable que doivent tendre les efforts de ceux qui les gouvernent.

« Il semble résulter de divers documents que la cession de l'Alsace se fait l'une des conditions proposées pour la paix future. Si telle était votre pensée, Sire, je supplierais Votre Majesté de renoncer à un projet non moins funeste à l'Allemagne qu'à la France. Croyez en un évêque qui vous le dit devant Dieu et la main sur sa conscience : l'Alsace ne vous appartiendra jamais. Vous pourrez chercher à la réduire sous le joug; vous ne la dompterez pas. Ne vous laissez pas induire en erreur par ceux qui voudraient faire naître dans votre esprit une pareille illusion : j'ai passé en Alsace vingt-cinq années de ma vie; je suis resté depuis lors en communauté d'idées et de sentiments avec tous ses enfants; je n'en connais pas un qui consente à cesser d'être Français.

« Catholiques ou protestants, tous ont sucé avec le lait de leurs mères l'amour de la France; et cet amour a été, comme il demeurera, l'une des passions de leur vie. Pasteur d'un diocèse où, certes, le patriotisme est ardent, je n'ai pas trouvé, je puis le dire à Votre Majesté, un attachement à la nationalité française plus vif ni plus profond que dans ma province natale. Le même esprit vivra, soyez-en sûr, dans la génération qui s'élève comme dans celles qui suivront : rien ne pourra y faire, les séductions pas plus que les menaces. Car, pour s'en dépouiller, il leur faudrait oublier avec leurs devoirs et leurs intérêts, la mémoire et jusqu'au nom de leurs pères, qui pendant deux cents ans ont vécu, combattu, triomphé et souffert à côté des fils de la France; et ces choses-là ne s'oublient point : elles sont sacrées comme la pierre du temple et la tombe de l'ancêtre. Les épreuves de l'heure présente ne feront que resserrer des liens scellés une fois de plus par des sacrifices réciproques.

« L'union de l'Alsace avec la France n'est pas, en effet, l'une de ces alliances factices ou purement conventionnelles, qui peuvent se rompre avec le temps et par le hasard des événements : il y a entre l'une et l'autre identité complète de tendances, d'aspirations nationales, d'esprit civil et politique. Que la langue allemande se soit conservée dans une partie du peuple, peu importe, si depuis deux siècles cette langue ne sait plus exprimer que des sentiments français. Le Breton du Finistère est-il Anglais parce que son langage ressemble à celui des pays de Galles et de Cornouailles? Les descendants de Guillaume Tell cessent-ils d'être Suisses parce qu'ils ont gardé l'idiome de leurs vainqueurs d'autrefois? Votre Majesté connaît trop l'histoire pour s'arrêter à un fait dont on abuse étrangement, à savoir, que l'Alsace a été incorporée pendant des siècles à l'empire d'Allemagne; car personne ne devrait ignorer que la priorité historique est en faveur de la domination française, et que, sous la

première dynastie de nos rois, du sixième au dixième siècle, l'Alsace n'avait jamais cessé de faire partie du royaume des Francs.

« Mais qu'importent, encore une fois, des questions qui appartiennent désormais au domaine de la linguistique et de l'archéologie? Les Alsaciens, et c'est le point capital, sont Français de cœur et d'âme; et quoi que l'on puisse faire dans l'avenir, les petits-fils des Kléber, des Kellermann et des Lefebvre n'oublieront jamais le sang qui coule dans leurs veines. Et dès lors, Sire, j'ose demander à Votre Majesté de quel profit pourrait être pour l'Allemagne la possession d'une province sans cesse attirée vers la mère-patrie par ses souvenirs, par ses affections, par ses espérances et ses vœux? Ne serait-ce pas là une cause d'affaiblissement plutôt qu'un élément de force? un sujet permanent de troubles et d'inquiétudes, au lieu d'une garantie de paix et de tranquillité?

« Et la France, Sire, la France qui peut être vaincue, mais non anéantie, acceptera-t-elle dans l'avenir une situation qu'on la forcerait de subir aujourd'hui? Pour elle, céder l'Alsace, équivaut au sacrifice d'une mère à laquelle on arrache l'enfant qui ne veut pas se séparer d'elle. Ce sacrifice, l'Assemblée nationale le fera ou ne le fera pas : elle est souveraine, et je m'incline d'avance. Mais ce qu'elle ne pourra pas faire, malgré son bon vouloir, c'est de détruire dans l'âme des Alsaciens leur attachement à la mère-patrie; ce qu'elle ne fera jamais, c'est de fermer une plaie qui restera saignante au cœur de la France.

« Votre Majesté a trop de pénétration d'esprit pour ne pas voir, avec toute l'Europe, qu'un pareil démembrement ouvrirait la voie à des revendications perpétuelles. Au lieu d'opérer un rapprochement qui est dans les vœux de tous, on ne ferait qu'allumer entre deux grands peuples des haines irréconciliables. Il est impossible de se le dissimuler, une si grave atteinte portée à l'intégrité du territoire français, laisserait dans les cœurs des ferment de colère qui éclateraient tôt ou tard et ramèneraient la guerre avec toutes ses horreurs. Quelle triste perspective pour les deux pays! Serions-nous donc condamnés à revoir des guerres de trente ans à une époque où les progrès de la civilisation et la multiplicité des relations industrielles et commerciales semblaient avoir rendu impossible à jamais le retour de ces luttes fratricides! Et qui donc voudrait assumer devant Dieu et devant les hommes la responsabilité d'un pareil avenir?

« L'histoire enseigne que les paix durables sont celles qui profitent au vainqueur sans exaspérer le vaincu. Si Votre Majesté ne cède pas à l'idée de vouloir séparer de la France une province qui ne veut être allemande à aucun prix, elle peut assurer la paix pour longtemps. Car, dans ce cas, nous n'hésitions pas à le dire, il n'y aurait aucun motif pour la France de reprendre les armes : son passé lui permet d'avouer sans honte qu'elle a été surprise; et ce qu'elle a pu faire depuis quatre mois, au milieu d'une désorganisation sans pareille, montre assez de quoi elle serait capable avec une meilleure direction de ses forces. Mais, Votre Majesté l'avouera sans peine, la raison et l'intérêt commandent de ne pas infliger à l'amour-propre national des blessures incurables. Ce sera notre devoir à nous, ministres de l'Évangile, d'apaiser des ressentiments qui n'auraient plus de raison d'être; mais en exigeant que la France se mutile de ses propres mains, vous nous rendriez, Sire, la tâche impossible. Tous nos efforts échoueraient contre le poids d'une humiliation intolérable, lors même que la foi et le patriotisme ne nous feraient pas une obligation de conseiller la mort plutôt que le déshonneur.

« Sire, les événements vous ont fait une situation telle, qu'un mot de votre part peut décider pour l'avenir la question de la paix ou de la guerre en Europe. Ce mot, je le demande à Votre Majesté, comme Alsacien, pour mes compatriotes qui tiennent à la patrie française par le fond de leur cœur. Je vous le demande pour la France et pour l'Allemagne, également lassées de s'entre-tuer sans profit ni pour l'une ni pour l'autre.

« J'ose enfin vous le demander au nom de Dieu, dont la volonté ne saurait être que les nations, faites pour s'entraider dans l'accomplissement de leurs

destinées, se poursuivent de leurs haines réciproques et s'épuisent dans des luttes sanglantes.

« Or, laissez-moi, en terminant, le répéter avec tout homme qui sait réfléchir : la France laissée intacte, c'est la paix assurée pour de longues années; la France mutilée, c'est la guerre dans l'avenir, quoi que l'on dise et quoi que l'on fasse.

« Entre ces deux alternatives, Votre Majesté, justement préoccupée des intérêts de l'Allemagne, ne saurait hésiter un instant.

« C'est dans cet espoir que j'ai l'honneur d'être, Sire,

« De Votre Majesté,

« Le très-humble serviteur,

« CHARLES-EMILE FREPPEL,  
« évêque d'Angers. »

LETTRE DE M. E. LITTRÉ

La *Daily News* a reçu de M. Littré la lettre suivante, publiée dans son numéro du 13 février :

« Monsieur,

« Mon attention a été attirée par un article où vous commentez ma nomination comme professeur d'histoire à l'École Polytechnique. Je vous remercie des sentiments qui y sont exprimés à propos de moi, sentiments qui sont encore plus flatteurs venant d'une personne qui m'est inconnue.

« Votre article me suggère quelques réflexions que je voudrais vous soumettre. D'abord cette nomination n'a pas été un acte de réparation; cette idée n'est jamais venue ni à M. Gambetta ni à moi. Je suis un vieillard de soixante-dix ans, et, avec ma génération, je disparaîtrai bientôt du milieu des vivants. L'acceptation m'a été un lourd fardeau mais l'acceptation était un devoir. Je ne voulais pas refuser ce témoignage de mon entier dévouement au gouvernement de la défense nationale.

« Vous ajoutez que je suis un de ces hommes qui peuvent réclamer comme leur pays toute nation civilisée. Si je pensais comme vous il y a quelque temps, je ne pense plus ainsi maintenant; car la civilisation européenne vient d'être privée de ses meilleurs attributs : la justice, la modération, l'humanité, la fraternité.

« Le 19 juillet, j'étais à l'Institut, quand j'appris la nouvelle de la déclaration de guerre. Quelle folie! exclama-t-on autour de moi. De mon côté, j'ai dit : C'est pis qu'une folie, c'est un crime, un grand crime. La continuation de la guerre par l'Allemagne, maintenant que la République française a demandé deux fois la paix, n'est pas un moindre crime.

« Avant l'expérience actuelle, je n'aurais pu croire qu'une nation civilisée pouvait être animée d'un esprit d'injustice, d'oppression, de conquête, de haine, de dévastation, de carnage, tel que celui que manifeste l'Allemagne après cinquante-six ans de paix non interrompue. Malheureusement il en est ainsi, et je suis obligé de reconnaître que les idées favorables que j'avais entretenues sur les influences morales de la civilisation sont très-prématurées.

« Ce qui ne m'attriste pas moins, c'est l'attitude des puissances neutres, qui ont été témoins de cette boucherie chez un voisin, comme si cela eût été un drame. Je n'accuse ni votre gouvernement ni votre pays; j'affirme un fait et il m'attriste.

« Comme Français, mon chagrin est poignant; comme Européen, il est profond. L'Europe s'approche d'un moment de danger suprême.

« Si la France succombe et est réduite au sort de la malheureuse Pologne, l'ambition et les conquêtes allemandes seront sans frein. L'Autriche, la Russie, l'Italie, enfin l'Angleterre, seront successivement attaquées. Si elles sont assez aveugles pour ne pas s'entraider, elles succomberont l'une après l'autre. J'espère qu'elles triompheront si elles s'unissent.

« Voulez-vous publier cette lettre? C'est une faveur que je vous demande sans autre titre que celui de la courtoisie due au malheur, et que, je le sais, les Anglais ne refusent jamais.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« E. LITTRÉ, de l'Institut. »

ÉTAT DES PONTS DE LA SEINE

DE ROUEN A PARIS

- D'Oissel (chemin de fer), intact.
- D'Elbeuf (chemin de fer), détruit en partie.
- D'Elbeuf (suspendu), détruit en partie.
- D'Elbeuf (route), détruit en partie.
- De l'Arche, intact.
- Le Manoir, intact.
- Saint-Pierre-Louviers, intact.
- Gallion, entièrement détruit.
- Vernon (chemin de fer), en partie détruit.
- Vernon (route), fort rapide, causé par la chute du pont, passé avec des chevaux.
- La Roche-Guyon, tablier détruit.
- Mantes, une seule arche reste debout; franchi avec des chevaux.
- Meulan, intact, courant rapide.
- Triel, une travée détruite.
- Poissy, en partie détruit, courant très-rapide.
- Conflans (suspendu), tablier détruit.
- Maisons (route), la chute du pont a créé un rapide très-fort, difficile à franchir même avec un toueur: il a fallu déblayer l'arche marinière.
- Maisons (chemin de fer), intact.
- Saint-Germain (chemin de fer), intact.
- Le Pecq (route), détruit.
- Bougival (route), détruit; la chute du pont à fermé en partie le passage; il a fallu couper une partie de travée brisée et appuyée obliquement sur la pile du milieu. Il n'a pas fallu moins de deux jours pour accomplir ce travail.
- Chatou (chemin de fer), détruit.
- Chatou (route), détruit.
- Bezons (chemin de fer), détruit; courant rapide.
- Bezons (route), détruit.
- Argenteuil (route), partiellement détruit; courant rapide.
- Argenteuil (chemin de fer), détruit.
- Saint-Denis, intact.
- Saint-Ouen, entièrement détruit.
- Clichy, détruit en partie.
- Asnières, une arche détruite.
- Grande-Jatte, deux arches détruites.
- Neuilly, intact.
- Suresnes (suspendu), brûlé.
- Saint-Cloud, deux arches de la rive droite détruites.
- Sèvres, deux arches de la rive droite détruites.
- Billancourt, entièrement détruit. — Très forte chute franchie à l'aide d'un toueur.

LA MORTALITÉ PENDANT LE SIÈGE

	Décès constatés à Paris du 18 sept. 1870 au 25 février 1871.	Semaines correspondantes de l'année précédente.
Du 18 au 24 septembre....	1,272	820
Du 25 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre.....	1,344	713
Du 2 au 8 octobre.....	1,483	747
Du 9 au 15 octobre.....	1,610	752
Du 16 au 22 octobre.....	1,746	825
Du 23 au 29 octobre.....	1,878	880
Du 30 octobre au 5 novembre.....	1,762	921
Du 6 au 12 novembre....	1,885	877
Du 13 au 19 novembre....	2,064	900
Du 20 au 26 novembre....	1,927	933
Du 27 novembre au 3 décembre.....	2,023	846
Du 4 au 10 décembre....	2,455	882
Du 11 au 17 décembre....	2,728	955
Du 18 au 24 décembre....	2,723	980
Du 25 au 31 décembre....	3,280	921
Du 1 <sup>er</sup> au 6 janvier 1871..	3,680	1,106
Du 7 au 13 janvier.....	3,982	998
Du 14 au 20 janvier.....	4,465	980
Du 21 au 27 janvier.....	4,376	1,044
Du 28 janvier au 3 février.	4,671	1,005
Du 3 au 10 février.....	4,451	1,139
Du 11 au 17 février.....	4,103	1,292
Du 18 au 24 février.....	3,941	1,362
Total des décès pendant cette période.....	64,154	21,978

## A LA BASTILLE

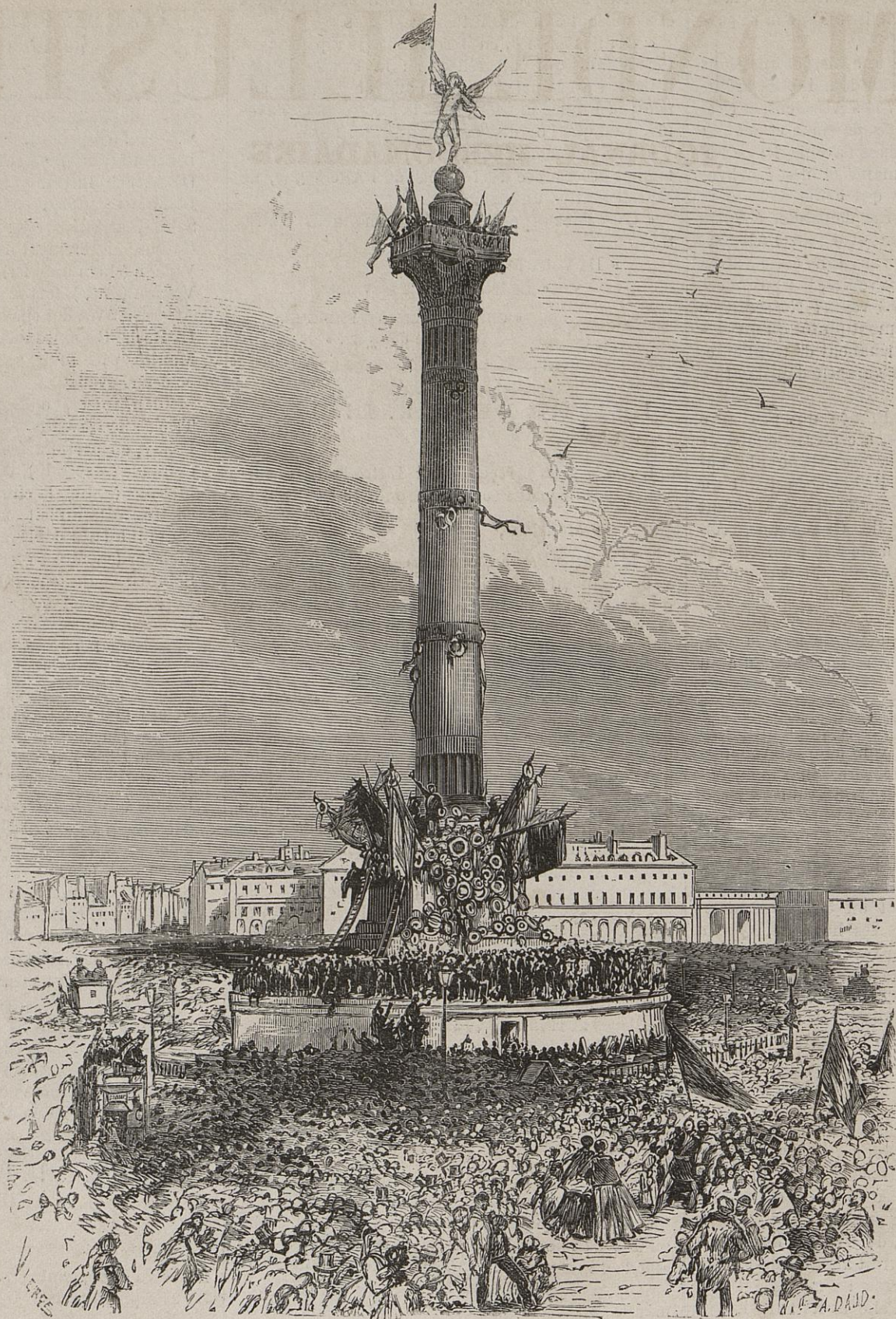
LE 24 FÉVRIER

Le 24 février, jour anniversaire de la proclamation de la République en 1848, a été marqué par une éclatante démonstration patriotique.

La manifestation a été touchante. Des bataillons sans armes, le drapeau voilé d'un crêpe, et chaque soldat citoyen portant une fleur d'immortelle à la boutonnière, ont silencieusement défilé devant la colonne de juillet. Des gardes mobiles, des soldats de toutes armes, plusieurs blessés de nos derniers combats, ont pris part à ce défilé qui a duré toute la journée, déposant en passant une couronne d'immortelles aux pieds du monument.

L'affluence a été telle que bientôt le piédestal de la colonne est littéralement couvert de ces couronnes, témoignages de la piété patriotique. Il y en a par monceaux. On les suspend aux piques de la grille, à tous les anneaux de la colonne, on les place en gerbes sur la plate-forme de marbre blanc. On plante des drapeaux à toutes les hauteurs.

Un audacieux apporte une échelle sur la balustrade du sommet, et grimpe sur le dos du génie de la Liberté. Il monte sur les épaules de la statue, et à cette hau-



PARIS. — Du 24 au 28 février. — Manifestations sur la place de la Bastille. — (Dessin d'après nature de M. Vierge.)

teur prodigieuse, il trouve assez de sang-froid et d'équilibre pour se glisser le long du bras de bronze qui tient le flambeau civilisateur et pour attacher à sa main un drapeau.

Soixante-quinze personnes au moins sont entassées sur la petite plate-forme circulaire qui couronne le sommet de la colonne, et sur laquelle cinquante auraient de la peine à tenir à l'aise.

A chaque nouveau bataillon de garde nationale qui défile, les hurrahs éclatent : Vive la France ! vive la République !

Les clairons sonnent, les tambours battent aux champs. Le spectacle est grandiose.

La foule qui se presse sur la place applaudit, et cependant les visages sont calmes et tristes.

Ah ! c'est que le 24 février de l'année 1871 est un grand jour de deuil. Demain, les Prussiens entrent dans Paris humilié, qui aujourd'hui vient pleurer le deuil de la patrie sur la tombe de ses martyrs glorieux, et retremper son courage dans le souvenir de ceux qui sont morts pour la liberté.

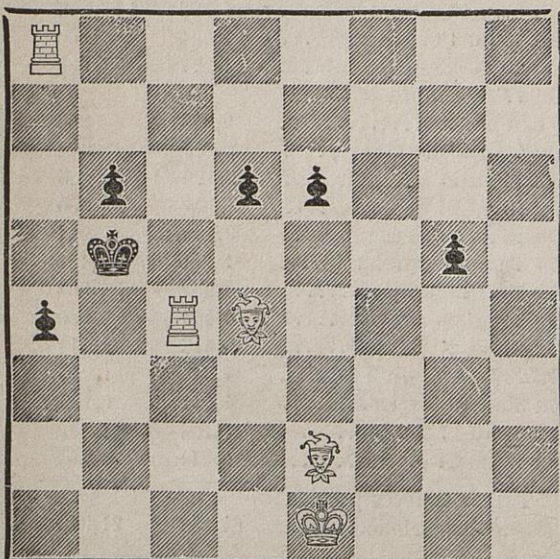
Voilà pourquoi tous les visages sont tristes, voilà pourquoi, depuis ce jour, un grand drapeau noir laisse flotter au vent ses sombres couleurs attristées sur le piédestal de la colonne de la Bastille.

M. V.

## ÉCHECS

## PROBLÈME N° 362

COMPOSÉ PAR M. GRIMSHAW.



Les blancs font mat en trois coups.

## ALMANACH DES ASSIÉGÉS

POUR L'ANNÉE 1871

Un charmant volume, illustré de nombreuses gravures d'actualité, et contenant, avec de nombreuses et intéressantes variétés, les renseignements les plus précieux sur l'hygiène et la cuisine en temps de siège, etc.

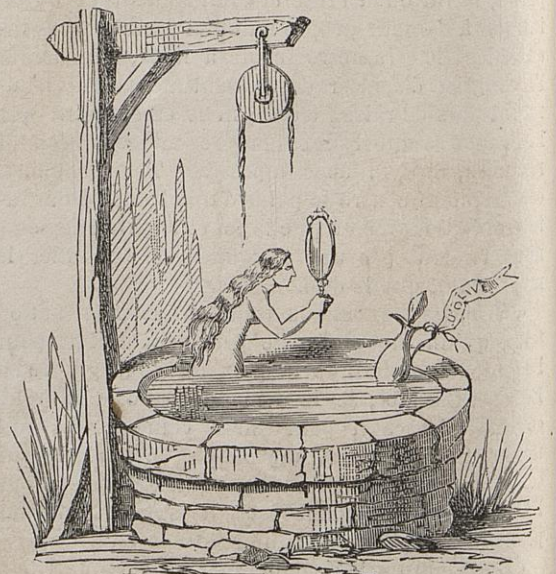
Prix : 30 centimes.

**LE RÉPARATEUR** A BASE DE QUINQUINA, rend progressivement aux cheveux et à la barbe leur couleur primitive. Envoi franco de la BROCHURE, 11, rue de Trévise, Paris.

**UN LIVRE INDISPENSABLE. — 50 centimes.** *Petits éléments des Codes français*, par demandes et réponses, par J. PICOT, Docteur en droit, Avocat. Envoyer le prix en timbres-poste à l'administrateur du *Monde illustré*, M. BOURDILLIAT. — 60 centimes pour recevoir franco dans toute la France et l'Algérie.

PARIS. — IMPRIMERIE JANNIN, 13, QUAI VOLTAIRE.

## RÉBUS



EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS

Tel fait l'âne pour avoir du sop.